



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



B 1,142,448

DC
30
.S66
Ser. 2
no. 4

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS

BULLETIN

DE LA

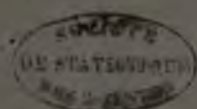
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

OU

MIDI DE LA FRANCE

Gloria Majorum.

SÉRIE IN-8° N° 4.



Séances du 2 avril 1889 au 23 juillet 1889 inclus.

TOULOUSE

ÉDOUARD-PAUL PRIVAT, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DES TOURNEURS, 45

1890

De
30
566
per. 2
no. 4

7
0-11-3
de l'Institut
M.

Fondée en 1831, la Société archéologique du midi de la France a été reconnue établissement d'utilité publique, par décret du 10 novembre 1850. Elle se compose de membres résidants, de membres correspondants et de membres honoraires. Elle décerne, chaque année, des prix et des médailles d'encouragement. Le prix fondé par le docteur Ourgaud est de la valeur de 300 francs; celui fondé par M. de Clausade est de la valeur de 400 francs. Les séances de la Société ont lieu le MARDI de chaque semaine. La Société publie des *Mémoires* et un *Bulletin* périodique. Elle a décidé que ce *Bulletin* serait envoyé à tous les MEMBRES CORRESPONDANTS. Ils ont le droit d'assister aux séances et d'y faire des communications.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

MM. DE LAHONDÈS, président.	MM. CH. DE SAINT-MARTIN, secrétaire adjoint.
LEBÉGUE,  , directeur.	BON DE RIVIÈRES, archiviste.
L'Abbé DOUAIS, secrétaire général.	Dr CANDELON, trésorier.

COMMISSION D'IMPRESSION ET DE LIBRAIRIE

MM. DU BOURG.
L. DE MALAFOSSE.
Baron DESAZARS.
ROMESTIN.

COMMISSION ÉCONOMIQUE

MM. DE SEVIN.
GÈZE.
DELOUME.

AVIS IMPORTANT

Prère aux membres correspondants de faire parvenir à M. le Secrétaire adjoint tout changement de résidence et d'adresse pouvant les intéresser.

Dans le cas où il n'y a pas d'ordre du jour indiqué ou réglementaire, les séances ordinaires ont lieu, *de droit*, sans convocation écrite préalable.

Le terme fixé pour l'envoi des ouvrages destinés au concours est le **1^{er} mai**.

Les ouvrages et envois doivent être adressés à M. l'abbé Douais, secrétaire général de la Société, place Saint-Barthélemy, 5.

Le siège de la Société est provisoirement au Capitole.

DC
30
1566
• 200. 2
no. 4

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DU MIDI DE LA FRANCE

FONDÉE EN 1831, ET RECONNUE ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE
PAR DÉCRET DU 10 NOVEMBRE 1850

Gloria Majorum.

Séance du 2 avril 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, analysant la correspondance imprimée, signale, dans la *Revue archéologique*, un article de M. Lebègue, intitulé *Une inscription mithriaque du musée de Pesaro*. La conclusion de cet article tend à établir que les tauroboles étaient exclusivement consacrés à Cybèle, jamais à Mithra, comme quelques auteurs l'avaient cru sur la foi de cette inscription de Pesaro, dont M. Lebègue discute et conteste l'authenticité.

M. DE LAHONDÈS observe que le culte de Mithra fut souvent associé à celui de Cybèle; et, à ce propos, il rappelle qu'au douzième siècle les ouvriers, occupés à réparer les fossés de Toulouse, près de la porte Montgaillard, découvrirent une statue de femme avec une représentation du soleil. On crut y reconnaître une image de la Vierge, et l'invention de cette statue fut l'origine de la chapelle Nazareth, établie primitivement dans le voisinage de la porte Montgaillard. Mais on peut se demander si la bonne foi de nos pères n'a pas été induite en erreur. La représentation du soleil sur une statue de la Vierge constituerait un type iconographique absolument inusité. Il semblerait plus naturel d'y voir une statue de Cybèle.

M. le PRÉSIDENT joint à la correspondance imprimée l'*Histoire du Comminges*, par Armand Marrast, nouvelle édition enrichie de notes et d'additions par notre collègue M. J. Sacaze, qui en fait hommage à la Société.

M. DELOUME donne lecture d'une note de M. L. Panassié sur un ouvrage en langue russe, intitulé : *Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie ; Antiquités sibériennes*, par V. Rudlov. — Cet ouvrage est consacré à l'étude des différents types de couteaux trouvés dans les nombreux tumuli de la Sibérie méridionale. Chaque type particulier est décrit et étudié dans un chapitre spécial, accompagné d'une planche, qui en reproduit les divers spécimens et les perfectionnements successifs.

M. J. DE MALAFOSSE commence la lecture d'un travail sur les anciennes maisons de Toulouse. Il s'occupe, dans cette première partie de son Mémoire, des constructions antérieures à la Renaissance. La période de transition du roman au gothique a laissé, à Toulouse, quelques maisons intéressantes. Le type le plus curieux à signaler est celui de ces maisons fortes, garnies de tours, qui valurent à Toulouse l'épithète de *turrita*. Simon de Montfort en fit abattre un grand nombre. Cependant deux de ces tours existant encore peuvent, quoique fort mutilées, donner une idée assez exacte de ce genre de constructions. Il faut arriver à la fin du quinzième siècle pour trouver quelque autre édifice privé encore debout. Plusieurs anciens logis de marchands, remontant au temps de Charles VIII et de Louis XII, subsistent encore, construits sur un plan uniforme : boutique sur la rue, cour intérieure desservie par un couloir, et dans laquelle s'élève la tour de l'escalier, partie capitale et la plus ornée de la maison. La Renaissance adopta parfois ce plan; mais les riches parlementaires voulaient de plus amples demeures. Ils construisirent de somptueux hôtels entre cour et jardin, dont M. J. de Malafosse étudiera la disposition et les détails d'ornementation les plus caractéristiques, dans la seconde partie de son Mémoire.

M. Deloume montre un bas-relief en cuivre ciselé, de la fin du seizième siècle, représentant l'*Ecce Homo*.

Séance du 9 avril 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. DELOUME donne communication d'une lettre de M. le marquis de Champreux, invitant la Société à visiter l'église de Montgeard (canton de Nailloux), qui lui semble mériter d'être classée parmi les monuments historiques. Cette invitation est accueillie favorablement. M. le Président est prié de s'adjoindre deux membres de la Société pour visiter cette église et présenter ensuite un rapport sur le projet de classement proposé par M. le marquis de Champreux.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée et appelle

particulièrement l'attention sur les publications de plusieurs membres de la Société : d'abord *l'Etude sur le Kef*, par le lieutenant Espérandieu, qui a profité de son séjour en Tunisie pour relever les inscriptions latines du Kef; — dans la *Revue de Gascogne* (n° d'avril 1889), un article de M. E. Cabié sur le pays de Bourjac et de Serrière, en Comminges, dont il essaie de déterminer la situation et les limites; — enfin, dans la même *Revue*, M. l'abbé Couture a analysé une brochure intitulée *Saint Vincent de Paul est-il Français?* qui défend victorieusement contre les Espagnols la nationalité française du saint.

Il convient de remarquer aussi, parmi les ouvrages reçus par la Société, *Le Jouvencel*, par Jean de Bueil, édité par la Société de l'histoire de France. Jean de Bueil a été un des premiers, parmi les amis de Charles VII, à comprendre le rôle et la mission de Jeanne d'Arc. Son roman est un traité d'éducation militaire au quinzième siècle.

M. Deloume présente les cadres qui ont été mis par ses soins aux belles miniatures de l'antiphonaire de Mirepoix. M. le Président le remercie au nom de la Société.

M. Joseph DE MALAFOSSE continue la lecture de son travail sur les anciennes maisons de Toulouse. Il parcourt successivement les hôtels bâtis au seizième siècle et dans les premières années du dix-septième. — Au début de la Renaissance, l'art toulousain ne se distingue pas de celui du reste de la France. Il hésite quelque temps; mais vers 1540 il devient indépendant. Un style vraiment local apparaît. Il varie ses formes avec bonheur pendant une période assez longue; mais vers la fin du règne de Henri III, il est déjà en complète décadence. Dans les dernières années du seizième siècle et les premières du dix-septième, les traditions sont abandonnées. Une nouvelle donnée artistique se dessine, destinée elle-même à une brillante fortune durant la première moitié du dix-septième siècle. Elle a produit des œuvres remarquables que M. J. de Malafosse se propose d'étudier dans un second Mémoire, qui formera le complément de celui qu'il communique aujourd'hui à la Société. — Ce travail est accompagné d'une série de dessins reproduisant quelques détails d'ornementation d'anciennes maisons toulousaines et donnant les modifications successives des fenêtres à meneaux.

M. MAZZOLI dit avoir remarqué à Burgos un monument espagnol qui reproduit presque identiquement l'une des façades de la cour intérieure de l'hôtel de Bernuy.

M. Louis DE MALAFOSSE signale, comme une des particularités des constructions toulousaines, les *mirandes* en bois datant de l'époque de Henri III et de Henri IV, et dont un grand nombre existent encore.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Joseph de Malafosse de ses intéressantes études sur les anciennes constructions privées de Toulouse. Plusieurs

avaient été décrites déjà ; mais elles n'avaient pas fait l'objet d'un travail d'ensemble qui permit de suivre les évolutions de notre architecture locale.

Séance du 16 avril 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. le PRÉSIDENT donne communication d'une lettre d'invitation du ministre de l'instruction publique pour le congrès annuel des Sociétés savantes.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée et signale, parmi les divers ouvrages reçus, la série des annuaires de la Société de l'histoire de France de 1837 à 1887.

M. l'abbé Magre écrit pour solliciter le titre de membre correspondant. Une commission, composée de MM. Lapierre, Delorme et J. de Malafosse, est chargée de présenter un rapport sur cette candidature.

L'ordre du jour appelle ensuite le vote sur les candidatures aux deux places de membres résidants déclarées vacantes. Après le rapport présenté par M. J. de Malafosse, MM. Julien Sacaze et le baron de Bouglon sont élus membres résidants.

M. DELOUME donne lecture d'une note sur les églises et les cloîtres d'Elne et d'Arles (Pyrénées-Orientales). Il signale à l'attention de la Société l'état d'abandon dans lequel sont laissés les édifices d'Arles (près d'Amélie-les-Bains). Quoique moins remarquables que les monuments d'Elne, l'église et le cloître d'Arles sont d'un grand intérêt archéologique. On y trouve, comme à Elne, le mélange du roman et du gothique, et ils méritent d'être protégés contre les dégradations journalières qui font craindre une ruine prochaine.

M. Deloume mentionne, au cours de sa communication, deux monographies du cloître d'Elne : l'une par M. Pierre Vidal ; l'autre, plus complète, par M. Brutails, archiviste du département des Pyrénées-Orientales, depuis archiviste de la Gironde.

Séance du 30 avril 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée et appelle particulièrement l'attention sur une publication de la Société des antiquaires de Normandie, ornée de nombreuses planches reproduisant des objets antiques et des œuvres d'art de diverses époques, accompagnées d'intéressantes notices. M. Joseph de Malafosse analysera cet ouvrage dans une prochaine séance.

M. le Secrétaire général signale, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie de Lorraine*, un article sur M^{re} d'Anglure de Bourlemont, qui occupa le siège archiépiscopal de Toulouse de 1664 à 1669.

M. le baron Alfred de Loë, membre correspondant, fait hommage à la Société du *Compte rendu des séances de la fédération historique et archéologique de Belgique*.

M. Hoffmann, membre correspondant de Washington, envoie divers objets en silex recueillis sur l'emplacement d'un camp indien. — Sur la proposition de M. J. de Malafosse, la société décide que ces objets seront offerts au musée municipal d'histoire naturelle.

M. DELORME fait hommage d'une brochure intitulée *La cour d'Espagne à Saint-Sébastien*.

M. le PRÉSIDENT adresse un compliment de bienvenue à M. J. Sacaze et à M. le baron de Bouglon, élus membres résidants à la dernière séance, mais qui, l'un et l'autre, appartenaient déjà à la société en qualité de membres correspondants.

M. DELORME présente le rapport de la commission chargée d'examiner la candidature de M. l'abbé Magre, au titre de membre correspondant. Il est ensuite procédé au scrutin, et M. l'abbé Magre est élu membre correspondant.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les modifications à apporter à l'article du règlement relatif aux concours. Le texte suivant proposé par M. l'abbé Douais est adopté.

ART. 23. — Un concours est ouvert chaque année.

La Société archéologique dispose de deux prix décernés alternativement :

1^o Un prix de la valeur de 400 francs, fondé par M. de Clausade et portant son nom, et pour lequel le sujet est donné d'avance par la Société ;

2^o Un prix de la valeur de 300 francs, fondé par le docteur Ourgaud et portant son nom.

Un prix de 200 francs et des médailles pourront être accordés chaque année aux auteurs qui adresseront des travaux inédits sur une des matières qui font l'objet des études de la Société.

Les auteurs écriront sur la première page une sentence ou devise qui sera répétée dans un billet séparé et cacheté renfermant leur nom, leurs qualités et leur demeure. Ce billet ne sera ouvert que dans le cas où l'ouvrage aura obtenu une distinction.

Les auteurs qui se seront fait connaître avant le jugement de la Société ne pourront être admis au concours.

Les membres résidants de la Société sont exclus des concours.

La Société reste propriétaire des manuscrits couronnés ; néanmoins, les auteurs couronnés seront libres de les publier, si la Société ne s'en réserve pas la publication lors du jugement du concours.

La Société décernera aussi des prix d'encouragement aux personnes qui lui signaleront et lui adresseront des objets anciens (*chartes, manuscrits, inscriptions, monnaies, médailles, poids, peintures, sculptures, dessins, plans, meubles, vases, armés, haches en pierre, bijoux, etc.*), ou qui lui en transmettront des descriptions détaillées, accompagnées de figures.

Les ouvrages imprimés dans l'année relatifs à l'archéologie pourront obtenir les prix réservés ou des encouragements.

Ces encouragements consisteront en médailles de bronze, d'argent ou de vermeil.

Dans tous les cas, les objets soumis à l'examen de la Société seront rendus aux auteurs ou inventeurs, s'ils en manifestent le désir. Les manuscrits resteront aux archives.

Tous les envois seront adressés *franco* au siège de la Société, avant le 1^{er} mai de chaque année. Ce terme est de rigueur.

La Société, qui ne prescrit aucun système, déclare aussi qu'elle n'entend pas adopter les principes des ouvrages qu'elle couronnera.

M. A. DU BOURG lit une étude intitulée *Les chartreux de Toulouse et l'architecte Cammas*, dans laquelle il fait l'historique de la reconstruction de l'église des Chartreux ou du moins de son dôme, vers 1780. Ce monument constitue un des types les plus caractérisés de l'architecture du dix-huitième siècle. Il est remarquable par la richesse de ses ornements et la beauté de certains détails, surtout de son autel majeur sculpté par Lucas; mais on y regrette l'absence du sentiment chrétien. Les renseignements détaillés, que fait connaître M. du Bourg, lui sont fournis par un mémoire adressé par Cammas, en 1792, aux administrateurs du district pour se faire allouer un supplément d'honoraires, et dans lequel il énumère toutes les parties de son œuvre, en en faisant complaisamment ressortir le mérite et la valeur.

M. J. SCAZE offre à la société l'empreinte d'un anneau, qui paraît être gallo-romain.

Séance du 7 mai 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée, et signale, dans la *Revue de Gascogne*, un article de notre collègue M. Espérandieu sur une marque de verrier, découverte à la Hourre, près Auch.

M. le PRÉSIDENT dépose sur le bureau la *Sigillographie du bas Limousin*, par M. de Bosredon, qu'il convient de mentionner d'une manière particulière. Ce bel ouvrage, dont M. de Bosredon fait hommage à la société, contient de nombreuses reproductions de sceaux, dessinés par M. Rupin. M. le Président écrit à M. de Bosredon pour le remercier.

L'ordre du jour appelle une lecture de M. MASSIP, qui raconte, à l'aide de documents empruntés aux archives de l'Ardèche, un épisode de l'histoire du collège de Tournon en 1792. Les Oratoriens, qui le dirigeaient, avaient prêté le serment constitutionnel. Protégés par de nombreux certificats de civisme, ils avaient pu se maintenir dans leurs fonctions; mais leur situation était difficile. L'ordre intérieur était souvent troublé par des scènes de désordre, et M. Massip nous fait assister à une de ces manifestations enfantines, à la suite de laquelle un groupe d'élèves adressa une dénonciation, rédigée dans le style déclamatoire de l'époque, au conseil général du département de l'Ardèche. Cette dénonciation fut suivie d'une enquête, dont les pièces forment un curieux dossier, où se peint sur le vif l'état d'esprit qui régnait dans les collèges durant cette première période de la révolution.

M. l'abbé DOUAI communique la copie d'une inscription latine découverte à Portet par M. Pierre Esquirol, et déjà signalée à la Société. Cette copie est fournie par M. Esquirol :

HIC IACET LITOVIR	
C VISSIT ANVS	E
CESIT DIE KAS	E
CEMBRIS	

Cette inscription est sur une plaque de marbre blanc encastrée dans la maison de M. Noël, située dans l'enceinte de l'ancien fort de Portet. C'est une inscription chrétienne antique appartenant à la *civitas Tolosa*. — A ce propos, M. l'abbé Douais rappelle qu'en 961, Portet avait une église, qui devait probablement être sur le même emplacement que l'église actuelle, située à cent mètres environ de la maison de M. Noël.

A l'occasion de la publication récente de M. Cabié : *Les pays de Bourjac et de Serrière, en Comminges* (*Revue de Gascogne*, année 1889 p. 160-167), M. Julien SACAZE fait connaître, d'après le censier des bénéfices du diocèse de Comminges de l'année 1387, quelle était la composition de l'archiprêtré de Bourjac et de celui de Serrière. Le premier comprenait douze localités, qui dépendent aujourd'hui du canton d'Aurignac, cinq du canton de Boulogne, sept du canton de Saint-Gaudens, une du canton de l'Isle-en-Dodon et une du canton du Fousseret. L'archiprêtré de Serrière était formé de onze localités qui font partie actuellement du canton de l'Isle-en-Dodon, six du canton de Boulogne et une du canton d'Aurignac. Il est à regretter que M. Cabié n'ait pas eu connaissance de ce document, publié en 1888 par M. Morel, dans la *Revue de Comminges* (t. IV, pp. 275-284). En 1387, ajoute M. Sacaze, le diocèse de Comminges était formé de vingt archiprêtrés, dont dix-huit en France et deux en Espagne. Chacune

de ces circonscriptions ecclésiastiques correspondait généralement à un ancien petit pays, le Bavarthès, les Frontignes, la Serrère, le Bourjac, la Barrousse, le Larboust, etc. En 1751, le nombre des archiprêtres fut augmenté de deux, ceux de Saint-Gaudens et de Boulogne; et la constitution géographique des districts ecclésiastiques fut complètement bouleversée. Les noms eux-mêmes furent changés, et, au lieu de se rapporter au pays, ne désignèrent plus que le chef-lieu des nouvelles circonscriptions : archiprêtres de Troubat, de Saint-Béat, de Cazaux, de Génos, etc. Quant aux localités qui composaient, en 1387, les archiprêtres de Bourjac et de Serrère, elles furent réparties entre les quatre archiprêtres de Saint-Gaudens, d'Alan, de Saint-Frajou et de Boulogne. Mais si le nom de Serrère disparaît définitivement, celui de Bourjac désigne encore un archidiaconé, formé lui-même de plusieurs archiprêtres. En 1789, à la veille de la suppression de l'évêché de Comminges, l'archidiacre de Bourjac était M. Dumoulin.

Répondant à une question de M. l'abbé Douais, relative à l'institution des archiprêtres, M. J. SACAZE dit que les archiprêtres sont mentionnés, dès le cinquième siècle, par les écrivains ecclésiastiques et les actes des conciles. Il donne quelques détails précis sur l'organisation ecclésiastique primitive et parle notamment des chorévêques, surveillants ou inspecteurs ruraux, qui subsistèrent jusqu'au dixième siècle dans certains diocèses.

M. Pasquier, membre correspondant, rappelle, à ce propos, que les curés d'Ax (Ariège) prétendaient avoir, comme archiprêtres du Savarthès, le privilège de porter les insignes épiscopaux. La tombe du dernier archiprêtre, qui occupa la cure d'Ax avant la révolution, porte une crosse et une mitre. M. Pasquier cite le testament d'un archiprêtre d'Ax, qui, au dix-septième siècle, léguait sa chapelle, et parmi les objets qui la composaient, énumérait un bâton argenté. Peut-être est-il permis de voir dans ces prérogatives des archiprêtres du Savarthès, un souvenir des anciens chorévêques. Cependant un tel privilège n'a pu être établi sans une concession spéciale du saint-siège.

M. Parfouru, membre correspondant, communique les copies dessinées de quatre inscriptions romaines, trouvées de 1884 à 1888, les trois premières dans un jardin appartenant à M. Monédé, au lieu dit du Hallé, près d'Auch, et la dernière, dans la vallée du Gers, à Auch, sur une propriété de M. Labat. Ces quatre inscriptions funéraires ayant été déjà publiées par M. Allmer, dans la *Revue épigraphique* (nos 518, 539, 641 et 749), M. Parfouru se borne à reproduire les lectures du savant épigraphiste :

1° (*Fragment*).

IOLOX....

CONIVG...

AEL • PANC...

..... *Holox[is filio] conjug[i optimo] ; Aelia Panc[arpe (?) fecit].*

« A, fils d'Holox; Ælia Pancarpe a élevé ce tombeau à son excellent époux. »

2°

VIV
MATICO · OCELLI
ONIS · FILIVS · SIBI
ET SVIS

Viv[us] Matico, Ocellionis filius, sibi et suis.

« De son vivant, Matico, fils d'Ocellio, a, pour lui-même et les siens, élevé ce tombeau. »

3° (*Fragment*). L · IVL · L · L · L · PAL · SO.....
ET · C · IVLIO · I.....
IVLIAE.....
IVLI.....

L. Jul[io], L[ucii] l[iberto], Pal[atina] S et C. Julio..... et Jul[ia]e]

« A Lucius Julius S....., affranchi de Lucius (Julius, inscrit dans la tribu Palatina, et à Caius Julius et à Julia.....). »

4° (*Fragment*).

I · I · A · I
B · H · S · C
ANEIVS · FRONIAE
TARIEBISSI · F · HF
IONENDVM

La première lettre du dernier mot est I pour P (*ponendum*). Un autre fragment de marbre, également trouvé à Auch, porte TALEBISSI; très probablement, dans notre texte, la quatrième lettre de ce nom doit se lire L et non I.

..... [tes]tam[ento]. Bene h[ossa] s[ua] q[ui]escent! Aneius (ou Anetus) Froniac..... Tariebissi f[ilius], h[eres], ponendum [curavit].

M. Julien SCAZE présente quelques observations relatives à l'épigraphie antique d'Auch : « La *civitas Ausciorum*, » dit-il, « est, après la *civitas Convenarum*, celle des cités de la région pyrénéenne, qui a fourni le plus grand nombre d'inscriptions portant des noms ibériens, par opposition aux noms celtiques. Or, le nom primitif d'Auch, tel qu'il nous a été conservé par Pomponius Mela et la table de Peutinger, est Elimberis, Eliberis. Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ce nom du fait même que je viens de signaler. »

M. Parfouru communique ensuite le dessin des substructions du chevet d'une église romane du onzième siècle, découvertes dans la cour d'honneur du château de Saint-Blancard, au mois de mars dernier. Il présente aussi le dessin d'un fragment de mosaïque qui fait partie des restes d'une villa gallo-romaine récemment trouvée au Glésia, près Montréal du Gers. On voit sur ce fragment la tête et le bras d'une femme nageant. Il est d'autant plus intéressant d'en conserver l'esquisse, qu'en enlevant cette mosaïque pour la transporter au musée archéologique d'Auch, la tête de la nageuse a presque complètement disparu.

M. DE BOUGLON fait passer sous les yeux de ses collègues un montant de verrou en fer ciselé, d'un dessin élégant dans le goût du seizième siècle.

M. J. DE MALAFOSSE offre la photographie d'un fragment du cadastre de 1570 portant la signature de la célèbre Paule de Viguier, baronne de La Roche-Fontenilles.

M. le secrétaire général dépose sur le bureau les mémoires et objets anciens envoyés pour le concours. Ces mémoires et objets sont remis à l'examen d'une commission composée de MM. Lapierre, Romestin et de Malafosse.

Séance du 14 mai 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée. Il relève, dans une lettre-missive, publiée dans l'*Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, et datée du 15 mai 1470, la preuve qu'à cette date les sénéchaux de Toulouse et de Carcassonne étaient cantonnés en Champagne avec leurs compagnies composées, comme l'on sait, de la noblesse de leurs sénéchaussées.

A propos d'un article des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* sur les anciens instruments de musique, M. DE LAHONDÈS rappelle que l'on voit au château de Puivert (Aude), de nombreux instruments de musique sculptés sur des culots, supportant les retombées d'une voûte au second étage du donjon. On peut voir aussi la représentation de quelques instruments de musique à l'ancien couvent des Jacobins de Toulouse, à la chapelle Saint-Antonin, dont les peintures datent du quatorzième siècle.

M. Taillebois fait hommage d'une brochure ayant pour titre *Recherches sur la numismatique de la Novempopulanie*. M. le Dr Candelon est prié d'en présenter un compte rendu, dans une prochaine séance.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. Noulet, conservateur du Musée d'histoire naturelle, qui remercie la Société du don des objets en silex envoyés d'Amérique par M. Hoffman.

M. l'abbé Magre écrit aussi pour remercier la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres correspondants.

M. le PRÉSIDENT a encore reçu une lettre du Ministère nommant M. le baron Desazars représentant de la Société à l'exposition universelle, et une lettre de convocation de la Société française d'Archéologie pour le congrès, qui doit être réuni cette année à Evreux.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Rouillart, délégué du ministère des Beaux-Arts pour relever les peintures de la chapelle Saint-Antonin aux Jacobins, d'avoir bien voulu assister à nos réunions, et exprime l'espoir qu'il pourra, dans une prochaine séance, mettre sous les yeux de la Société, quelques-uns des dessins ou aquarelles qu'il aura exécutés pour conserver le souvenir des belles fresques à demi effacées de la chapelle Saint-Antonin.

M. DELOUME, appelé par l'ordre du jour, donne lecture du rapport suivant sur l'exécution de la loi du 30 mars 1887 :

« MESSIEURS,

» J'ai eu l'honneur de faire, le 8 novembre 1887, une lecture sur la loi du 30 mars précédent, relative à la *conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique*. Vous avez bien voulu suivre cette lecture avec intérêt, attachant, comme moi, une importance capitale à cette œuvre législative, et prévoyant toutes les conséquences qu'elle devait avoir.

» Dans ce travail, je vous rappelais l'histoire de la Commission des monuments historiques et des immenses services qu'elle a rendus même avant son organisation légale. J'analysais les quatre chapitres de la loi sur : 1^o les immeubles et monuments historiques ou mégalithiques ; 2^o les objets mobiliers ; 3^o les fouilles et 4^o les dispositions spéciales à l'Algérie et aux pays de protectorat. Je vous faisais remarquer que l'article 18 et dernier de la loi portait qu'un *règlement d'administration publique déterminerait les détails de son application*. Enfin, je vous disais que les principes posés n'auraient d'importance réelle que par leur exécution, que nous venions d'étudier la loi de la Commission des monuments historiques et des Sociétés archéologiques et qu'il ne nous était pas permis de nous en désintéresser.

» Vous avez admis ma proposition de ne s'en point tenir à des théories, et je serais en faute si je ne continuais mon œuvre en vous tenant au courant des faits postérieurs à ma lecture et en vous faisant des propositions nouvelles.

» En ce qui nous concerne, je vous rappelle que la commission de trois membres par vous désignés à la séance du 8 novembre 1887 a rempli le mandat que vous lui aviez confié ; que les offres de service de la Société ont été accueillies avec empressement par M. le préfet de la Haute-Garonne, qu'elles ont été agréées par M. le ministre des Beaux-Arts et déjà utilisées.

C'est ainsi que la Société a été officiellement chargée de mettre en demeure de faire leurs observations les particuliers propriétaires d'immeubles désignés comme classés dans le journal officiel du 31 mars 1887. Elle a, avec l'agrément de Son Eminence le cardinal-archevêque de Toulouse, adressé en mai 1888 une circulaire à tous les curés du diocèse pour leur demander des indications sur les objets historiques et artistiques à classer. Elle a reçu la visite de M. de Lasteyrie, membre de la commission des monuments historiques. Et elle a déjà transmis un premier travail sur les églises de Toulouse, remarquablement rédigé par M. de Lahondès, notre président, et fort apprécié à la commission des monuments historiques et au ministère.

» Mais c'est surtout l'exécution de la disposition transitoire de la loi que je dois vous faire connaître. L'article 18, prescrivant les détails d'application, a produit son effet. Il a motivé deux décrets du Président de la République, tous deux en date du 3 janvier 1889.

» Il serait bien long de vous faire l'analyse de ces deux décrets, dont le premier ne contient pas moins de 23 articles. Il s'applique directement à l'interprétation et à l'exécution de la loi. Le second organise officiellement la Commission des monuments historiques et fixe le mode de nomination de ses membres. Je vous engage à lire attentivement ces deux décrets, et même à les insérer textuellement dans notre *Bulletin*.

» Pour moi, je me borne à vous faire part de l'impression qu'ils m'ont produite et à vous signaler les propositions pratiques qu'ils m'ont inspirées.

» La loi de 1887, comme je le prévoyais, a déjà soulevé des discussions. Certains points ont été examinés avec détail par M. Ducrocq, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans une brochure in-8° que M. Lapierre a bien voulu me communiquer. Mais le fonds de la loi m'a toujours paru avoir pour but principal de sauver, *presque malgré* leurs propriétaires ou leurs administrateurs, les monuments et les objets mobiliers que la France a le devoir de conserver dans l'intérêt de l'histoire ou de l'art nationaux.

» Je ne puis oublier l'article 5 disposant que « le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'*expropriation* des monuments classés ou qui seraient de sa part l'objet d'une proposition de classement *refusée par le particulier propriétaire*. » Me sera-t-il permis de dire que le décret du 3 janvier 1889 m'inspire quelque inquiétude à cet égard? Nulle part il ne rappelle ce droit formel accordé par la loi. Au contraire, il « déclare, dans son article 5, que le classement de l'immeuble appartenant à un particulier ne peut être prononcé qu'après que le propriétaire en a adressé la demande au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ou qu'il a donné son consentement par écrit. L'arrêté qui prononce le classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de

» ces conditions par le propriétaire. » Les articles suivants semblent restreindre plutôt qu'augmenter les cas de classement.

• Il ne faut pas se dissimuler que les propriétaires ou possesseurs, malgré les quelques avantages qu'ils retirent du classement, le considèrent avec raison, à leur point de vue, comme une gêne dans leur propriété ou leur jouissance grevée d'une servitude. Or, si la loi semble faite pour faciliter et augmenter les classements, le décret semble les considérer comme une faveur qui ne doit être accordée qu'avec quelques difficultés.

• En ce qui touche les objets mobiliers, la loi ordonne, dans son article 8, qu'il sera fait « par les soins du ministre un classement des objets mobiliers » appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux fabriques et « autres établissements publics, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national. » L'article 9 prescrit qu'un exemplaire de la liste des objets classés sera déposé au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et à la préfecture de chaque département, où le public pourra en prendre connaissance sans déplacement. J'aurais bien désiré que le décret déterminât les détails d'application de la loi et prescrivit des mesures immédiates pour l'exécution de cet inventaire général, dont le public a le droit de prendre connaissance.

• On me pardonnera ces observations qui ne sont pas une critique (que nous n'avons pas le droit de faire) et qui ne sont inspirées que par le désir de voir cesser des dégradations et des aliénations unanimement déplorées et de conserver ce qui reste encore d'indispensable à protéger au point de vue de l'histoire ou de l'art dans l'intérêt national.

• La loi, heureusement, et le décret accordent à la Commission des monuments historiques, légalement constituée, des pouvoirs étendus au moyen desquels, avec la compétence et l'autorité qu'on lui connaît, elle saura rendre pratiques les principes posés le 30 mars 1887.

• C'est l'organisation de cette commission qu'établit le second décret du 3 janvier 1889. Je ne suivrai pas M. Ducrocq dans ses observations sur les membres qui devraient de droit faire partie de la commission des monuments historiques. Le décret donne au ministre la latitude d'adjoindre aux membres de droit des membres à sa nomination et il peut ainsi organiser une commission complète pouvant parer à tous les besoins.

• Mais il est un article 6, dans le décret, que je retiens comme pouvant avoir une importance considérable. Il est ainsi conçu :

« La commission peut constituer des sous-commissions chargées de pré
» parer l'étude des questions qui lui sont soumises et de lui en faire un
» rapport. »

• Ces sous-commissions, Messieurs, me paraissent inévitables si l'on veut arriver à faire promptement cet inventaire général des immeubles classés ou à classer dans la France entière. Si l'on veut surtout confec-

tionner cet inventaire général du mobilier qui doit être déposé au ministère des Beaux-Arts et dans les Préfectures de chaque département. Elles me paraissent bien nécessaires pour surveiller la conservation et l'entretien journalier des monuments et des objets classés.

» La Commission des monuments historiques résidant à Paris ne peut, malgré son zèle, tout voir, tout surveiller, tout faire par elle-même et il me paraîtrait désirable que, dans chaque département, une sous-commission fut nommée pour entrer en rapport direct et constant avec la commission elle-même.

» Quant à nous, le mandat provisoire que nous avons reçu entre la promulgation de la loi du 30 mars 1887 et les décrets du 3 janvier 1889 me semble expiré et un nouveau mandat officiel me paraît nécessaire pour continuer les travaux commencés.

» En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer :

» 1^o De faire insérer dans notre bulletin le texte officiel de la loi du 30 mars 1887 et des deux décrets du 3 janvier 1889.

» 2^o D'émettre le vœu que la commission des monuments historiques, usant du droit qui lui est conféré par l'article 6 du décret, constitue une sous-commission dans chaque département pour l'aider dans l'exécution de la loi et la confection de l'inventaire des monuments et des objets mobiliers, classés ou à classer.

» 3^o D'offrir à la commission des monuments historiques de continuer les recherches que la Société archéologique du Midi de la France a déjà commencées soit pour le département de la Haute-Garonne, soit pour les départements voisins qui n'auraient pas de société s'occupant d'archéologie. »

Ces vœux sont adoptés, et, conformément à cette décision, on trouvera dans ce *Bulletin*, à la suite des procès-verbaux de nos séances, le texte de la loi du 30 mars 1887 et des décrets qui en règlent l'application.

M. le B^{on} DE BOUGLON lit une note sur le registre d'écrou de la maison d'arrêt de la Visitation, à Toulouse, en 1793, registre qu'il se propose de publier avec annotations. — Il y eut à Toulouse, à cette époque, deux grandes arrestations ; la première, le 25 avril, dans laquelle deux cents personnes, principalement des membres du Parlement, des gentilshommes et des capitouls furent enfermés à la Visitation ; la seconde, le 22 août et jours suivants, se composa de toutes les catégories de suspects, dont le nombre, pour la Visitation seulement, s'éleva, un moment, à plus de quatre cents détenus. La plupart restèrent incarcérés jusqu'au 9 thermidor. Durant ce temps, le tribunal criminel de Toulouse prononça trente-deux condamnations capitales. Soixante-huit anciens parlementaires, extraits, en partie, de la Visitation, furent conduits et exécutés à Paris. Le représentant du peu-

ple Mallarmé, envoyé par la Convention, après le 9 thermidor, fit élargir les prisonniers par des arrêtés, dont le premier est du 15 vendémiaire an III. Comme le nom des dénonciateurs était réclamé par les ex-prisonniers, Mallarmé défendit que cette communication leur fut faite *par nécessité de maintenir la paix et l'union entre les bons citoyens*. — La note de M. de Bouglon a été rédigée d'après les pièces officielles, qui se trouvent aux archives de la Haute-Garonne (Fonds révolutionnaire, L. 56) et aux archives du Capitole.

Sur la proposition de M. le Président, la Société déclare la vacance de deux places de membres résidants. Les élections auront lieu dans la séance du 11 juin.

Séance du 21 mai 1889.

Présidence de M. du Bourg.

Une lettre du ministère annonce l'envoi de divers ouvrages belges, qui sont, en effet, parvenus à la Société. Cet envoi comprend notamment vingt-six numéros du *Bulletin des commissions royales d'art et d'archéologie de Belgique*, que M. le Secrétaire général recommande à l'attention de la Société. Il remarque spécialement, parmi les planches qui accompagnent cette publication, deux photogravures reproduisant des lettres ornées d'un manuscrit du quinzième siècle. Sur l'une de ces miniatures, on voit saint Augustin debout, revêtu de la chape, la mitre en tête, entourée d'une auréole, et, à ses pieds, un moine à genoux. La seconde représente l'intérieur d'une cellule de couvent, et, dans un angle, assis devant une planche servant de bureau, un moine occupé à tailler sa plume et dont la pose est naturelle et la physionomie vraiment vivante.

M. Espérandieu, membre correspondant, fait hommage de sa brochure : *Note sur une marque de verrier, découverte près d'Auch* (extraite de la *Revue de Gascogne*).

M. LAPIERRE offre une série d'articles réunis en deux volumes et concernant l'illustration des comédies de Molière. Ces articles ont été publiés dans le *Moliériste*, revue mensuelle, dirigée et inspirée, pendant dix années, avec un goût parfait et une érudition de bon aloi, par M. Monval, bibliothécaire-archiviste de la Comédie française.

« Les premières gravures faites pour les éditions originales des comédies de Molière sont peu nombreuses. Elles sont décrites dans l'*Iconographie moliéresque* de Paul Lacroix. M. L. Livet, dans *Le Livre*, a consacré une étude détaillée à ces figures primitives. L'*Ecole des maris* fournit la première gravure parue. Elle est de 1661, et Jouaust en a donné une très exacte reproduction. Puis, viennent les figures de l'*Ecole des femmes*, de l'*Amour mé-*

decin, du *Misanthrope*, du *Médecin malgré lui* et de *Tartuffe*, attribuées à François Chauveau. Il faut arriver à 1682, après la mort de Molière, pour trouver une suite complète de gravures accompagnant ses œuvres. Elles portent les signatures de Brissart et de Sauvé. Elles présentent tout l'intérêt d'un document contemporain, car elles donnent certainement la mise en scène et les costumes des personnages du temps de Molière. Les dessinateurs avaient vu les créations. Ces gravures ont été souvent copiées ou imitées plus ou moins fidèlement, par des artistes inconnus, pour enrichir les éditions de la fin du dix-septième siècle et du commencement du dix-huitième. Ces reproductions vont même jusqu'à l'extrême laideur et dénaturent le modèle. Mettons cependant en relief les figures des éditions de 1697, 1699 (Toulouse), 1710, 1713, 1718. Les graveurs suivent toutes les fantaisies capricieuses de la mode. La Régence a détrôné Louis XIV. Ici, il faut placer les estampes de Coppel, — cinq seulement, mais cinq chefs-d'œuvre, — gravées par T. de Mare.

» En 1734, parut le *Molière*, in-4°, avec les magnifiques estampes de Boucher, un des livres les plus recherchés du dix-huitième siècle. Ces gravures firent oublier et délaïsser Brissart; dessinateurs et graveurs s'en emparèrent pour les réduire et en enrichir de nombreuses éditions successives des œuvres de Molière. On remarque les suites de Punt, de Legrand, de Fessard, de Martini, de Frankendael; de nos jours, les suites de Lemerre et de T. de Mare, rappelant de très près les compositions originales. Boucher, c'est le triomphe de la grâce, de la mignardise exquise, de la séduction irrésistible. Molière n'est pas là assez vrai. En 1773, Moreau le Jeune, — si fécond en ce temps, — donne sa première suite pour le *Molière* de Bret; en 1812, il fait, pour Renouard, une seconde suite, toute différente de la première par les costumes et les scènes représentées. Retouchées, réduites ou agrandies, ces gravures sont jointes encore aux éditions du jour.

» Nous voici au dix-neuvième siècle. Horace Vernet, Devéria, Hersent illustrent le *Molière* commenté par Auger (1819-25); les éditeurs Furne, Juvet n'ont jamais abandonné ces figures. Chasselat donne deux suites, devenues assez rares. Desenne, deux suites également; l'une surtout remarquable et faite pour l'édition Lefèvre (1823-26), contenant le commentaire d'Aimé Martin. Le romantisme aura une grande influence sur les illustrations des livres; Devéria, surtout, subit et exagère cette influence dans des vignettes tout à fait bizarres (édition Urb. Canel). Nous sommes bien loin de Brissart, et, malgré le talent des artistes, nous ne reconnaissons plus Molière, dénaturé et trahi par l'illustration. Tony Johannot va nous ramener à la vérité.

» Les 600 vignettes sur bois, semées avec tant d'esprit dans l'édition de Paulin, 1835, sont bien conformes au texte. Ce fut alors la mode et le règne dominant de la gravure sur bois. On vit se succéder les éditions de Molière,

illustrées par David et Foussereau, Janet-Lange, Bertall, Foulquier, Cèlestin Nanteuil, Castelli, Gerlier, Brion, Grandville, Morin et autres. Chaque dessinateur apportait sa note personnelle. On revenait graduellement à la tradition du costume et de la mise en scène, et ici se place une particularité intéressante. Louis-Philippe donne à la Comédie française les costumes vrais pour jouer le *Misanthrope*. Le mouvement est suivi ; la comédie se montrera désormais très scrupuleuse dans le maintien de la tradition et de la couleur locale. Les peintres et les dessinateurs rivalisent de talent et traduisent très fidèlement Molière par le crayon ou le pinceau. Nous assistons à la résurrection d'une époque, grâce au merveilleux talent de Frédéric et Ernest Hillemacher, Staal, Foulquier, Dupont, Lalauze, Emile Bayard, Louis Leloir, Leman, Hanriot, Edm. Hédouin. Nous ne pouvons nous livrer ici à l'étude de ces nombreuses suites de figures remarquables, de genre et de mérite si divers. On sait le prodigieux succès de l'eau forte en ces dernières années. L'éditeur Lemerre demande aux meilleurs artistes une réduction des compositions de Boucher. T. de Mare interprète magistralement Coppel et Boucher ; puis, viennent les œuvres originales de Lalauze, de Bayard, de Leloir, de Hédouin, de Leman. Lalauze, Bayard et Dupont ont donné des figures pouvant s'adapter aux éditions diverses. Les gravures exquises et claires de Edm. Hédouin semblent faites pour une belle édition du dix-huitième siècle. Louis Leloir triomphe en maître dans les deux éditions de Jouaust ; Flameng et Champollion ont, par des procédés différents, produit des images fidèles du même modèle. Leman est encore à l'œuvre : grandes compositions in-4°, lettres ornées, titres, fleurons, traduisent une scène, un vers, un mot de Molière. Telle pièce renferme plus de soixante dessins, tous se rapportant au texte, illustré ainsi d'une façon tout à fait nouvelle et originale. On dit aujourd'hui le *Molière-Boucher* ; on dira aussi le *Molière-Leloir*, le *Molière-Leman*, identification très honorable entre le maître incomparable et les interprètes, religieusement attachés à sa pensée. Si Molière a inspiré souvent, et depuis deux siècles, le pinceau et le crayon des artistes, ceux-ci n'ont certes pas eu la prétention de l'égaliser. Ils ont voulu élever un monument au génie, lui faire un cadre tout enguirlandé, l'entourer d'une auréole, en un mot l'*illustrer*, c'est-à-dire donner au livre le plus beau revêtement. Cette entreprise est brillamment poursuivie, et, comme il s'agit de Molière, elle sera toujours continuée, perfectionnée et agrandie. »

M. le PRÉSIDENT remercie M. Lapierre d'avoir bien voulu faire hommage à la Société de ce travail, qui a déjà obtenu les suffrages du monde lettré et qui a pris place dans les archives de la Comédie française.

M. le docteur CANDELON analyse la brochure de M. Taillebois : *Recherches sur la numismatique de la Novempopulanie depuis les premiers temps jusqu'à nos jours*. — Ce travail fait suite à deux autres études parues en 1882 et

1884, et n'en est que le complément. Dans ces trois mémoires, M. Taillebois, après avoir fait l'historique des origines de la Novempopulanie et en avoir fixé les limites géographiques, étudie successivement les monnaies de la période autonome, de l'époque des dominations romaine et wisigothe, et des périodes mérovingienne, carlovingienne et capétienne. Dans la période capétienne, il examine séparément les monnaies royales et les monnaies féodales. Il signale également les méreaux et les jetons frappés dans la région, ainsi que les poids monétiformes. Enfin, il donne la nomenclature des communes qui ont émis du papier monnaie pendant la Révolution et dont il existe des assignats. La plupart des assignats cités appartiennent à la collection de notre collègue M. Delorme. — M. Candelon résume rapidement ce travail et s'arrête particulièrement sur la période autonome. Cette partie du Mémoire offre, en effet, un intérêt absolument local.

La période autonome est peu riche en types de monnaies. En voici l'énumération :

1° Elusates, avec trois types différents.

2° Sotiates, Adietuanus roi, au type du loup ou de la louve, Gaulois.

3° Tarusiates, monnaies barbares en argent trouvées à Eyres.

Il convient d'y ajouter, mais sous toutes réserves :

4° Consorani, deux pièces d'argent dont une trouvée à Vieille-Toulouse.

5° Convenae, trois deniers d'argent et une obole.

La dernière brochure de M. Taillebois renferme des dessins des trois types des Elusates et d'un denier tarusiate. L'auteur avait d'abord cru que les Elusates dérivait du statère macédonien ; mais un examen plus sérieux l'a fait se rallier à l'opinion de M. de La Tour, qui considère ces monnaies comme se rattachant au type des monnaies d'Emporiae en Tarraconaise. Leur dessin, avec le Pégase du revers, paraît conforme à cette appréciation.

Relativement à la période romaine, M. Taillebois, dans son premier mémoire, s'était contenté de dire que, quoique la Novempopulanie n'eût ni colonie ayant le droit de battre monnaie, ni atelier monétaire, il est probable que des monnaies durent être frappées dans cette région, spécialement pendant le règne de Gallien, sous le gouvernement des empereurs nationaux (Posthumus, les Tetricus, Victorinus, Lelius Marcus). Dans son second travail, il rend compte des dernières trouvailles faites dans le département des Landes, et il décrit spécialement le trésor de Laluque, canton de Tartas (Landes), composé de 120 pièces d'argent se subdivisant en 57 consulaires et 63 impériales, dont la plus récente remonte à Claude I^{er}.

M. Candelon dit que les monnaies de cette période sont très communes dans la Novempopulanie, du moins dans le département du Gers. On en trouve un peu partout, même du haut empire. A Lectoure, dans les fouilles nécessitées par la construction du chemin de fer, il en fut trouvé des

quantités considérables, antérieures pour la plupart au règne de Gallien. Le trésor trouvé dans la commune de Taybosc, que M. Cadelon a fait connaître à la Société, se composait de 400 monnaies, comprenant tous les empereurs de Gallien à Constance; mais les tyrans gaulois n'y étaient représentés que par une seule pièce, un Posthumus. Il serait d'ailleurs étonnant que ces monnaies fussent rares dans un pays où les Romains ont laissé tant de traces de leur occupation.

En résumé, M. Taillebois, dans son premier mémoire, concluait à la pauvreté de la Novempopulanie au point de vue numismatique, pauvreté qu'il considérait d'ailleurs comme simplement apparente et due surtout à la rareté des recherches des archéologues. Mais les faits qu'il a relevés depuis lors et les découvertes qu'il a signalées lui ont permis de réformer son premier jugement et de reconnaître que la richesse de cette province est, à ce point de vue, au moins égale à celle des autres provinces.

M. Cadelon entretient ensuite la Société des ruines gallo-romaines découvertes dans la commune de Lauraët, canton de Montréal (Gers), en un lieu appelé Glésia, sur la propriété de M. Thorigny. Dans l'avant-dernière séance, M. Parfouru avait déjà parlé de cette intéressante découverte. Une brochure de M. l'abbé Cazauran, archiviste du grand séminaire d'Auch, et un article de M. l'abbé Breuils, dans la *Revue de Gascogne*, donnent une description très précise et très détaillée des fouilles opérées au Glésia, qui ont amené la découverte des substructions d'une villa gallo-romaine datant probablement du troisième siècle de notre ère, et mis à jour des mosaïques remarquables. M. Parfouru nous a montré un dessin très pur d'un fragment de mosaïque représentant la tête et le bras d'une baigneuse. Il a bien voulu dessiner encore, pour la Société, un autre fragment de mosaïque de plus grande dimension, représentant le dieu Océan. M. Cadelon joint à ce dessin, avec la brochure de M. l'abbé Cazauran, trois photographies représentant : 1^o le fragment de mosaïque dans lequel se trouve la figure du dieu Océan; 2^o une deuxième mosaïque d'un dessin géométrique très beau et très orné; 3^o une petite statue de bronze trouvée dans les fouilles du Glésia et prise avec sa grandeur exacte. La photographie du dieu Océan est mal venue et très peu apparente; mais cette portion de mosaïque a pu être conservée. Le Conseil général du Gers, adoptant les conclusions d'un rapport proposé par M. Cadelon, vota la somme nécessaire pour faire l'acquisition de cette mosaïque, et elle est maintenant au musée archéologique du département du Gers, installé dans les bâtiments de l'archevêché d'Auch.

Il sera peut-être difficile de sauver les autres mosaïques. Le sol s'est affaissé; il s'est produit des crevasses, et il est à craindre qu'en enlevant les mosaïques elles se désagrègent.

Un artiste des plus distingués, M. Renouville, architecte du gouvernement, est venu tout exprès de Paris, dans le courant du mois de mars 1888,

pour examiner les fouilles du Glésia, et il a dessiné et colorié les deux plus grandes mosaïques à figures géométriques. Ces dessins sont destinés aux collections de la commission des monuments historiques.

La statuette de bronze, à défaut d'autres trouvailles subséquentes, pourra servir à fixer approximativement l'époque de cette villa gallo-romaine, qui disparut incendiée.

M. l'abbé DOUAIS communique la charte de coutumes, rédigée en roman et octroyée, au mois d'août 1270, aux habitants de Montoussin (canton du Fousseret, Haute-Garonne), par les coseigneurs Guillem-Pierre du Mont, Pélegri de Médas, Bernard et Guillem de Vilamot. Le manuscrit, parchemin, hauteur 0^m,214, largeur 0^m,153, reliure veau plein, appartient à M. de Rabaudy, propriétaire actuel du château de Montoussin. Il représente la copie authentique qui fut faite par Guillem Stross, notaire de Toulouse, le 13 août 1455, pour les seigneurs de la famille de Noé, dont le premier folio porte les armes (échiquier gueule et or).

Cette coutume se compose de cinquante-cinq articles. M. l'abbé Douais les parcourt successivement. Plusieurs sont communs à la plupart des coutumes connues. Celle-ci se distingue par une organisation plus large et plus libérale de la Cour de justice, à côté de laquelle se trouvait le tribunal des prud'hommes et le juge du seigneur. La dette pour jeu aux dés n'y est pas admise. On n'y trouve aucune trace de peine corporelle, excepté pour l'incendiaire.

En publiant cette coutume, M. l'abbé Douais en fera une étude comparative approfondie.

M. DU BOURG, qui a eu l'occasion d'étudier un grand nombre de coutumes du sud-ouest de la France, dit n'avoir jamais rencontré une organisation semblable de la Cour de justice, et fait remarquer le caractère particulièrement libéral de cette charte.

Séance du 28 mai 1889.

Présidence de M. LAPIERRE.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL analyse la correspondance imprimée et signale particulièrement les travaux des membres de la Société : dans la *Romania*, un article de notre collègue, M. Thomas : *Le sort de quelques manuscrits de la famille d'Este*, dans l'un desquels se trouvent des poésies, en langue romane, de Folquet de Marseille, probablement le célèbre Foulques, évêque de Toulouse, qui, comme on le sait, était originaire de Marseille et cultiva la poésie avec succès, avant d'embrasser l'état ecclésiastique; — dans la *Revue de Comminges*, un article de M. J. Sacaze : *l'Épigraphie de Saint-Pé-d'Ardet*; enfin dans la *Revue du département du Tarn*, la première

partie d'une publication de M. Cabié : *Chartes du prieuré de Ségur, du onzième au treizième siècle*.

La Société a encore reçu : *Le livre juratoire de Beaumont-de-Lomagne ; cartulaire d'une bastide de Gascogne*, transcrit et annoté par M. de Rancogne, archiviste du département de la Charente, et publié sous la direction de M. Moulencq, secrétaire général de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. — M. le Secrétaire est chargé d'écrire à M. l'abbé Pottier, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, pour le remercier de l'envoi de cet ouvrage, dont il a écrit l'introduction et qui est publié sous les auspices de la Société, dont il est le Président. M. de Saint-Martin analysera, dans une prochaine séance, les documents contenus dans ce cartulaire.

M. le PRÉSIDENT joint à la correspondance imprimée le *Catalogue méthodique de la bibliothèque universitaire de Toulouse*, offert par la commission de la bibliothèque, et il informe en même temps les membres de la Société que la bibliothèque universitaire leur sera désormais ouverte, à la condition toutefois d'être muni d'une autorisation personnelle du recteur, qui sera valable pour un an.

M. le PRÉSIDENT communique à la Société les nouvelles épreuves du tableau, dressé par M. Antonin Deloume pour être affiché à la Faculté de droit et contenant la liste des professeurs en l'un et l'autre droit, depuis la fondation de l'Université de Toulouse en 1229, avec la mention des principaux événements relatifs à cette Université. Il a été tenu compte des observations déjà présentées par la Société archéologique ; et M. Deloume sollicite de nouvelles communications de la part de ceux qui pourraient fournir des renseignements.

Ce tableau restera déposé, pendant une semaine, au siège de la Société, à la disposition de ceux qui voudront en prendre connaissance.

M. le BON DE RIVIÈRES dit avoir visité, la semaine dernière, à Albi, des travaux de fondation pratiqués, place du Vigan, sur l'emplacement des anciens remparts, démolis au dix-huitième siècle, sous l'épiscopat de M^{gr} de Choiseul. Ces travaux ont mis à jour quelques restes des anciennes murailles, des poteries du seizième siècle, quelques monnaies du moyen âge ; puis, à une profondeur de quatre mètres, des débris d'amphores, des vases à libation, etc. Cette découverte prouve que le sol romain était à peu près à la même profondeur à Albi qu'à Toulouse.

M. l'abbé Magre, membre correspondant, offre à la société la minute d'un testament de 1528. La testatrice est Marie de Sénac, épouse de Jean de Pujol, espasier de l'Isle-en-Dodon. Le parchemin, rongé en plusieurs endroits, présente des lacunes considérables ; mais on peut néanmoins relever les dispositions les plus importantes : élection de sépulture dans une chapelle de l'église paroissiale ; dispositions relatives à la cérémonie des

obsèques ; fixation d'honoraires pour plusieurs trentenaires de messes ; legs à l'évêque de Comminges , à l'église paroissiale de Saint-Bertrand , à diverses confréries de Lisle-en-Dodon , aux quatre ordres de pauvreté et à un hôpital de Lisle-en-Dodon ; fondation de deux obits qui seront célébrés par les frères Prêcheurs du couvent de Lisle-en-Dodon et par les prêtres de l'église paroissiale ; enfin institution d'héritier et dispositions relatives à la transmission des biens. M. l'abbé MAGRE fait remarquer l'emploi de nombreuses expressions en langue vulgaire dans le texte latin de cet acte. Il est rédigé par un notaire résidant à Lisle-en-Dodon et institué par les capitouls de Toulouse (*auctoritate nobilium virorum dominorum de capitulo Tholose*).

M. DELORME demande à la société d'autoriser M. de Hoÿm de Marien à venir faire une communication au sujet d'un coffret du quinzième siècle. Cette demande est autorisée par les précédents, et M. le Président charge M. Delorme d'informer M. de Marien que la Société entendra avec intérêt sa communication.

Séance du 4 juin 1889.

Présidence de M. DE LAHONDÈS.

Une commission, composée de MM. Lapierre, J. de Malafosse et Virebent, est nommée pour examiner les titres des candidats aux deux places de membres résidants déclarées vacantes.

M. LAPIERRE, au nom de la commission du concours, apprécie les deux travaux envoyés : *Monographie d'Huos et monographie de Clarac* (canton de Montréjeau).

L'auteur n'a aucune prétention scientifique ; mais il a soigneusement rassemblé tous les renseignements que les archives locales, les documents écrits ou la tradition orale ont pu lui fournir sur ces deux localités. Il recueille tous les souvenirs et mentionne scrupuleusement tous les vestiges anciens et les découvertes qui peuvent intéresser l'archéologie. Chacune de ces monographies se termine par un inventaire des monuments archéologiques et des objets d'art, conservés dans les églises ou les maisons particulières. Il relate notamment, dans la monographie de Clarac, deux découvertes intéressantes, auxquelles il aurait personnellement coopéré : 1° au centre du village, un cimetière à ustion, à trois fosses, dont la situation semblait indiquée par une pierre à cupules ; 2° dans un champ du voisinage, une station romaine signalée par la découverte de deux sarcophages en pierre, de substructions et d'objets anciens, parmi lesquels une brique moulée représentant une tête de femme. — Enfin, dans la monographie d'Huos, il signale un portrait ignoré du cardinal d'Ossat.

Les travaux de ce genre peuvent fournir à l'archéologie et à l'histoire

d'utiles indications : aussi la Société a-t-elle le devoir de les encourager. M. Lapierre, tout en regrettant de ne pas trouver, dans ces monographies, une méthode plus scientifique et une critique plus éclairée, propose de décerner à l'auteur une médaille d'argent.

Cette proposition est adoptée.

L'auteur de ces monographies est M. Dufor, curé de Clarac.

M. Lartigue, demeurant au Raincy (Seine-et-Oise), a envoyé le moulage d'un sceau épiscopal de l'évêque de Grasse, trouvé dans une maison de Saint-Pons de Thomières.

Sur la proposition de M. LAPIERRE, un jeton d'argent est accordé à M. Lartigue, pour le remercier de cet envoi.

M. DELOUME fait passer sous les yeux de la société un étui à éventail, Louis XIII, recouvert de cuivre gaufré. Il appartient au château de Fourquevaux.

M. J. DE MALAFOSSE dit qu'une des lettres de Philippe le Bel, conservée aux archives de la Lozère, porte un sceau pendant en plomb fleurdelysé. C'est l'unique bulle connue de ce roi ; ce qui avait fait douter de son authenticité. Mais elle n'est plus contestée aujourd'hui.

M. le PRÉSIDENT interroge M. Rouillard sur les peintures de la chapelle Saint-Antonin, aux Jacobins. Plusieurs membres de la Société ont visité cette chapelle dans le courant de la semaine dernière, et ils ont constaté l'état de dégradation d'une partie des fresques, qui rend bien difficile la mission de M. Rouillard. Il s'en acquitte néanmoins avec une sagacité et une habileté, à laquelle tous les membres présents ont rendu hommage.

M. Rouillard remercie M. le Président de cette bienveillante appréciation. Il communique à la Société une aquarelle représentant un orgue, reproduit d'après une des fresques de la chapelle Saint-Antonin ; et il entre dans quelques détails sur ces peintures. Celles qui ornent la voûte et la partie supérieure des parois latérales paraissent remonter au milieu du quatorzième siècle. Elles doivent avoir été faites peu de temps après la construction de la chapelle. On y trouve représenté, dans le triforium, le Christ bénissant, entouré des quatre évangélistes et de huit vieillards, jouant d'un instrument de musique. Huit autres vieillards sont peints dans chacune des voûtes des deux travées de la nef ; ensemble vingt-quatre vieillards qui figurent les vingt-quatre vieillards de l'apocalypse. Dans la zone inférieure des peintures latérales, on voit des anges d'un grand caractère, et des scènes de la vie de saint Antonin.

M. l'abbé DOUAIS demande à M. Rouillard s'il ne lui est pas possible de rattacher ces peintures à une école connue.

M. Rouillard dit qu'il ne le peut pas, du moins encore. Il n'a trouvé aucune signature. Une étude plus approfondie lui permettra peut-être plus tard de répondre à cette intéressante question.

Séance du 11 juin 1889.

Présidence de M. LAPIERRE.

M. le B^{re} DE RIVIÈRES met sur le bureau le premier volume des *Œuvres complètes* de M^{re} Barbier de Montaut, qui l'a prié d'en faire hommage, en son nom, à la Société, et il donne, en même temps, lecture de la note suivante :

« Notre infatigable confrère, dont l'activité égale l'érudition, vient, sur le conseil de quelques amis, de réunir en volumes les nombreux articles d'archéologie, qu'il avait écrits et qui sont dispersés dans une foule de revues.

» Le premier volume est consacré à des inventaires ecclésiastiques de la ville de Rome. A propos de Sainte-Marie-Majeure, il donne quelques pages sur le cardinal d'Estouteville, d'une illustre famille de Normandie, archiprêtre de la basilique libérienne, mort dans la dernière partie du quinzième siècle.

» On trouve le souvenir du pape Paul IV, mort en 1559, dans l'énumération de ses meubles et bijoux, et l'on y voit quelle était la richesse de l'ameublement à l'époque de la Renaissance. Puis viennent des inventaires de l'église nationale de Saint-Louis des Français. M^{re} Barbier de Montaut a relevé les épitaphes, dont quantité ont disparu aujourd'hui. Il y a retrouvé le souvenir d'un cardinal languedocien, peu connu, originaire de Ricumes, et qui se nommait Jean Souef, mort à Rome, en l'an 1566. Notre confrère stigmatise, comme il le mérite, le vandalisme, qui a présidé, il y a une trentaine d'années, au bouleversement des tombes de notre église nationale. Les dalles tumulaires placées maintenant au hasard, par rang de taille, ne couvrent plus les cendres des morts qu'elles étaient destinées à abriter.

» La graphologie a aussi sa place, dans ce livre, à propos d'une lettre du cardinal de Bernis, accompagnant un authentique de reliques, déposé dans la sacristie de Saint-Louis.

» Viennent ensuite l'inventaire de la chapelle papale sous Paul III (1547) et le cérémonial adopté pour le transport du Saint-Sacrement, quand le pape voyage.

» La dernière partie du volume est remplie par un inventaire de la basilique de Saint-Jean de Latran, connu sous le nom de grande pancarte de Latran. On y voit la longue liste des objets du trésor d'art et de foi, qui, bien que diminués par le temps et les révolutions, ornent encore la basilique du Sauveur. On y trouve aussi la description du baptistère où Constantin reçut le baptême. La chapelle du Saint des saints porte, comme les

cryptes de Saint-Sernin de Toulouse, la légende *Non est in toto sanctorum orbis locus*. M^{re} Barbier de Montaut veut que la basilique toulousaine ait à tort usurpé cette qualification ; mais les Toulousains peuvent rappeler avec fierté qu'au moyen âge Toulouse la sainte portait le nom de Rome des Gaules.

» Le volume se termine par une description de l'escalier du prétoire de Pilate, ennobli et consacré par l'empreinte du Sauveur et vénéré comme une des insignes reliques de la Passion.

» Le temps nous manque pour analyser les documents innombrables, les inscriptions de toute sorte qui émaillent ce livre. Pussions-nous avoir donné à nos confrères le désir de le lire. Ils y trouveront un vif intérêt et y puiseront de précieuses indications. »

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL est chargé d'écrire à M^{re} Barbier de Montaut pour le remercier.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission chargée d'examiner les titres des candidats aux deux places de membres résidents, dont la vacance a été déclarée. Après ce rapport, présenté par M. LAPIERRE, MM. Massip et Rocher sont élus membres résidents.

La Société entend ensuite la communication de M. le lieutenant Hoym de Marien, au sujet d'un coffret du quinzième siècle, qui lui a été confié par M. Delorme.

Ce coffret, dont le couvercle a malheureusement disparu, est en bois, recouvert de cuir jadis doré, sur lequel sont tracés, à la pointe, des dessins, qui s'enlevaient autrefois en noir sur l'ancienne dorure. Le costume des personnages donne la date du coffret. M. de Marien croit pouvoir la fixer à 1470, ou, du moins, à une date très rapprochée de celle-là. On peut se demander si les diverses scènes qui ornent les quatre faces de ce coffret ne reproduisent pas quelque épisode d'un roman de chevalerie ; mais il semble plus naturel d'y voir simplement une histoire de fiançailles, décoration caractéristique d'un coffret de mariage.

M. DELORME, à l'appui de cette opinion, cite le coffret du musée de Clermont, orné de dessins, dont les sujets sont bien moins caractéristiques, et qui est cependant un coffret de mariage, offert par Louis XI à l'un des députés envoyés par les Etats d'Auvergne pour assister au mariage du dauphin.

M. LAPIERRE remercie M. le lieutenant de Marien de son intéressante communication et lui demande de vouloir bien résumer les observations verbales qu'il vient de présenter, en une note écrite, qui sera publiée dans nos *Mémoires*, accompagnée de ses dessins, qui reproduisent, avec une rigoureuse fidélité, l'ornementation de ce coffret.

M. le B^{re} de RIVIÈRES dit que M. de Rey-Pailhade a examiné l'astrolabe qui appartient à la Société. Il résulte de ses observations qu'il avait une double destination. C'était, à la fois, un instrument pour faire le point et un

cadran solaire. M. de Rivières a remarqué, sur cet astrolabe, une inscription prouvant qu'il a appartenu au couvent des frères Prêcheurs de Toulouse.

M. l'abbé DOUAIS entretient la Société d'une visite qu'il a faite à l'église et au château de Merville, en compagnie de M. de Lahondès et de M. Roschach. L'église n'a rien qui puisse intéresser l'archéologie. Ils y ont seulement remarqué une croix, ornée d'un écusson aux armes des Bertier, avec la date de 1672. Le château, construit en 1734, par le marquis de Chalvet, est une des plus belles résidences des environs de Toulouse. Il a conservé le somptueux ameublement et la belle bibliothèque qu'y avaient réunis ses premiers propriétaires. Tous les visiteurs de l'exposition de Toulouse ont pu admirer les tapisseries de Flandres et le magnifique lit Louis XIV prêté par M^{me} la comtesse de Villèle. L'effet en est encore bien plus imposant dans les vastes salles du château de Merville. Dans la bibliothèque, M. l'abbé Douais a remarqué une transcription du quinzième siècle des œuvres de Bernard Gui, une histoire manuscrite des papes d'Avignon, et il ajoute qu'il serait intéressant de rechercher si Baluze a eu connaissance de cette histoire et l'a consultée pour écrire ses *Vitae paparum Avenionensium*.

Séance du 25 juin 1889.

Présidence de M. LOUIS DE MALAFOSSE.

M. le PRÉSIDENT adresse un compliment de bienvenue à M. Rocher, élu membre résidant à la dernière séance, et qui assiste pour la première fois à nos réunions.

M. l'abbé DOUAIS donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée de l'école des chartes pour demander des renseignements sur les anciens locaux du parlement de Toulouse. Le gouvernement fait exécuter en ce moment, au palais de justice de Paris, des peintures décoratives, où doivent être représentés les anciens palais des parlements de province, ou du moins les parties restantes des anciens bâtiments. Le palais du parlement de Toulouse ayant été presque entièrement détruit, il était à craindre qu'il ne pût figurer dans cette décoration. Cependant on se propose de le représenter d'après les indications qui seront fournies. Plusieurs membres font observer qu'une partie de la façade de l'ancienne grand-chambre existant encore, on pourrait la dessiner et fournir ainsi aux peintres parisiens des indications absolument vraies. M. Rocher veut bien se charger de dessiner ce qui reste des anciens bâtiments.

Il est ensuite donné communication d'une délibération du conseil municipal de la commune de Montgeard, autorisant le maire à faire les démarches nécessaires pour obtenir le classement de l'église paroissiale comme

monument historique. La Société, invitée officieusement à appuyer cette demande, avait nommé une commission chargée d'examiner l'état du monument. M. de Lahondès envoie, à ce sujet, le rapport suivant, dont M. l'abbé DOUAISS donne lecture.

« Le conseil municipal de la commune de Montgeard, canton de Nailoux (Haute-Garonne), a prié la Société archéologique du midi de la France de l'appuyer dans la demande qu'il adresse à M. le Ministre des beaux-arts, pour faire classer parmi les monuments historiques le clocher fortifié de son église.

» Deux membres de la Société se sont rendus à Montgeard pour examiner le monument qui avait été déjà étudié par un de ses anciens présidents, M. l'abbé Carrière (1).

» La tour, carrée avec les angles amortis par des tourelles pleines de forme ronde, est couronnée par de faux mâchecoulis. La construction fut arrêtée au-dessus de leur cintre mouluré et on ne posa pas de balustrade. La voûte est couverte par un dallage en briques mal jointes, qui la défend mal de l'humidité.

» On a élevé postérieurement, sur le mur de façade, un campanile en éventail, à quatre ouvertures.

» Une seule fenêtre, en forme de meurtrière, percée dans le mur du nord vers la campagne, éclaire la salle au-dessus de la voûte du porche.

» Les murs, entièrement en briques, de cette lourde mais imposante construction présentent en façade une épaisseur de deux mètres trente-cinq centimètres et guère moins sur les trois autres faces. On en profita pour jeter sur l'ébrasement de la porte une voûte en berceau, allégée par trois nervures cintrées, croisées dans le sens de la profondeur par trois nervures rectilignes. Aux points d'intersection, des clefs de voûte montrent des sujets traités dans le goût de la renaissance, de même que les culots supportant les deux arcs extrêmes.

» La date de cette tour, destinée à mettre à l'abri d'un coup de main l'église, au-devant de laquelle elle s'élève, est donnée par deux inscriptions, conservées sur les parois intérieures de la porte. L'une mentionne le don qu'Arnaud du Faget fit à l'église de tout son bien, en 1533; l'autre, celui de cinquante mille tuiles par Jacques Durand en 1535. Cette dernière inscription fut mise en 1546.

» La tour forme porche au rez-de-chaussée, couvert par une voûte nervée avec un trou circulaire au milieu.

» L'escalier est renfermé dans une tourelle polygonale saillante sur la façade du sud. On ne pouvait y accéder que de l'intérieur de l'église.

» Enfin on voit, attachée aux flancs des tourelles attenant à l'église,

(1) *Mémoires de la Société archéologique du midi de la France*, XI, p. 227.

l'amorce de deux segments arrondis qui, dans le plan du constructeur, devaient sans doute prolonger l'appareil défensif au devant des chapelles saillantes entre les contreforts et supporter un chemin de ronde, qui aurait entouré l'église entière, comme on le voit autour de quelques églises fortifiées des provinces méridionales.

» Cette construction menace ruine dans ses parties supérieures. Les briques se détachent. Les pluies désagrègent leurs assises inachevées, ainsi que la voûte si mal protégée contre les intempéries.

» Des réparations sont devenues indispensables. Il faut surmonter les faux machecoulis par une balustrade en forme de crénelage, qui s'harmonisera avec eux, abriter la voûte sous une logette couverte d'une toiture, où se placeront les cloches (1), en laissant, derrière les créneaux, la place d'un chemin de ronde indiqué, selon le projet primitif, par les gargouilles saillantes aux quatre angles.

» Cette tour défensive, d'une importance qui dépasse celles qui protégeaient d'ordinaire les églises rurales, mérite d'attirer l'attention et la protection de la commission des monuments historiques. Il serait fâcheux que des restaurations, entreprises hors de sa direction, vinssent en altérer le caractère.

» L'église, ainsi fortifiée par elle, est digne aussi d'être signalée; car elle offre le modèle le plus complet peut-être des églises construites dans la région dans la première moitié du seizième siècle.

» C'est une nef unique, avec chapelles ouvertes entre les contreforts, suivant le plan languedocien, mais couverte par une voûte ogivale avec liernes et tiercerons, dont tous les croisements d'arêtes sont ornés de clefs de voûte sculptées.

» La date de 1536 se lit sur le pilier de gauche de la première travée, en entrant; et celle de 1561, sur la clef de voûte qui la surmonte.

» Des voûtes analogues couvrent les chapelles, dans lesquelles on voit des inscriptions tombales.

» Le beau bénitier en marbre blanc fut sculpté à Pise, en 1526, par un enfant de Montgeard, Jacques Caussidières, dont la famille avait sa sépulture dans la chapelle Saint-Blaise.

» Enfin on aperçoit, disséminés sur les murs de l'église, les fragments d'un rétable d'autel en marbre de la même époque, mais d'un style encore archaïque, tandis que le bénitier présente déjà les formes élégantes et sans mélange de la renaissance.

Après cette lecture, M. DELOUME fait passer sous les yeux de la société

(1) Voir une de ces logettes au-dessus de la façade de l'église fortifiée de Montjoie, en Couserans (*Bulletin monumental*, 1883, p. 298).

des photographies de l'église de Montgeard, dues à l'obligeance de M. Ernest Hamel.

Les conclusions du rapport de M. de Lahondès sont adoptées, et une copie en sera adressée à M. le maire de Montgeard, pour être jointe au dossier qu'il enverra à la commission des monuments historiques.

M. L. DE MALAFOSSE dit, à ce propos, qu'il a remarqué, à l'entrée d'un parc voisin du village de Montgeard, une clef de voûte de l'ancien château portant la date de 1555 et l'écusson des Durand, avec une inscription en l'honneur de Guillaume Durand, seigneur de Montgeard, Monestiès et autres lieux, deux fois capitoul de Toulouse, et terminée par un anagramme dans le goût de l'époque.

M. Dufor, curé de Clarac, écrit pour remercier la Société des récompenses accordées à ses deux mémoires.

M. le PRÉSIDENT annonce la mort de M. le Bon d'Agos, membre correspondant. Il avait réuni, dans son château de Tibiran (Hautes-Pyrénées), une rare collection lapidaire, dont le congrès archéologique de France dressa l'inventaire, inséré dans le quarante et unième volume des sessions du congrès. Notre Société l'avait aussi visitée, et ceux qui prirent part à cette excursion savent quelles richesses archéologiques étaient réunies dans ce château, tout peuplé de débris antiques.

M^{rs} Barbier de Montault fait hommage d'une brochure : *La croix de Saint-Marc-la-Lande* (Deux-Sèvres).

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, dépouillant la correspondance imprimée, signale, dans le *Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais*, une curieuse lettre de Louis XI ordonnant que mille hommes et mille femmes d'Orléans soient envoyés pour peupler la ville d'Arras, récemment conquise et abandonnée par ses habitants.

M. L. DE MALAFOSSE dit qu'il a découvert, dans la commune d'Issus, un très beau sarcophage chrétien, malheureusement dépourvu de son couvercle, mais intact. Il est décoré de pilastres. On voit au centre le monogramme du Christ, et des feuillages, dans l'intervalle des pilastres.

M. le TRÉSORIER informe la Société que M^{me} de Clausade lui a fait remettre les fonds légués par son mari. Cette somme a été placée en obligations du midi.

La Société entend ensuite la lecture du compte rendu de l'excursion à Saint-Lizier, écrit par M. DE LAHONDÈS.

« La Société archéologique a consacré le jour de sa séance hebdomadaire du mardi 18 juin à visiter les monuments de Saint-Lizier, selon le projet qu'elle en avait formé depuis longtemps.

« Dix de ses membres arrivaient, à 8 heures 40, au pied du promontoire qui porte, comme celui de Saint-Bertrand de Comminges, les souvenirs du moyen âge unis à ceux de l'antiquité romaine. Leur aimable collègue,

M. l'abbé Can-Durban, le suzerain archéologique du Couserans, les y attendait pour les conduire dans les excursions de la journée obligeamment préparées par ses soins.

» Après un regard jeté sur l'ensemble pittoresque de la pyramide étagée formée par l'antique *civitas*, et sur l'inscription à *Minerva Belisama* appliquée sur une des piles du pont, ils ont examiné les deux cathédrales, le cloître, le trésor et les murailles romaines, étudiées avec précision par le cinquante et unième congrès de la Société archéologique de France, tenu en 1884 (1).

» Saint-Lizier posséda, en effet, deux cathédrales voisines, de même que plusieurs villes épiscopales des premiers siècles, Dijon, Besançon, Forcalquier, Sisteron, Paris avec les deux églises de Sainte-Marie et de Saint-Etienne, Toulouse avec celles de Saint-Etienne et de Saint-Jacques. Mais le siège cathédral se fixa bientôt dans ces villes sur un seul sanctuaire, tandis que les deux cathédrales continuèrent à se dresser en face l'une de l'autre à Saint-Lizier, jusqu'en 1667, époque à laquelle Bernard de Marmisses unit les deux chapitres en un seul qui célébra les offices dans l'église Notre-Dame de la Sède, mais en maintenant la dualité de toutes les dignités afin de n'en sacrifier aucune.

» La belle abside de Saint-Lizier a d'abord excité l'admiration des visiteurs. Les pierres romaines de grand appareil, que l'on voulut utiliser, obligèrent à donner une forme polygonale aux murs extérieurs, ornés aussi de fragments de frise antique, mais la forme circulaire habituelle reparait dans la double corniche à modillons, supportée par les six assises d'appareil moyen du douzième siècle, sur lesquelles elle projette des ombres si pittoresques, à mesure que le soleil matinal monte sur l'horizon.

» Les archéologues toulousains ont unanimement admis l'hypothèse hardie émise par M. de Dion, au congrès de 1884, pour expliquer les dissemblances de l'abside centrale avec les deux absidioles, ainsi que les étranges déviations de l'axe de l'église. Ils ont reconnu que ces deux absidioles aux murs épais, grossièrement construites, sans le moindre ornement, inégales d'ailleurs, et dont les assises supérieures ont été démantelées, ne sont autres que les bases des deux tours d'une porte de ville, utilisées lorsque l'on construisit, au douzième siècle, l'église consacrée, en 1117, par l'évêque Jourdain, pour accoster l'élégante abside centrale. Ils ont retrouvé de même quatre époques successives dans les constructions ; ces tours romaines ou plutôt visigothes, l'abside et les transepts du douzième siècle, la croisée remaniée au siècle suivant, pour supporter une tour centrale dont on voit les amorces, enfin les voûtes et les piliers de la nef, la porte latérale et le clocher octogone en briques, du quatorzième siècle.

(1) Voir pour les détails le volume du Congrès de 1884.

» Ils ont ensuite examiné les peintures de l'absidiole du nord, dues sans doute à l'évêque Auger de Montfaucon (1279-1303), la crosse en ivoire du onzième siècle au type du serpent empalé par la croix, la mitre du siècle suivant, dont l'ornementation est romane encore, le coffret contemporain revêtu d'un enduit fond rouge avec médaillons blancs sur lesquels sont gravés des entrelacs et des oiseaux affrontés, le buste en argent de saint Lizier, superbe travail espagnol du seizième siècle, la croix reliquaire, en argent aussi, du temps de Louis XIII, avec cabochons, et, au milieu, une intaille antique représentant une cavale avec son poulain, les chandeliers aux armes de Bernard de Marmiesse, et les burettes en vermeil à celles de Joseph de Saint-André Marnoy de Vercell (1752-1779), dont le plateau porte cependant les caractères du dix-septième siècle.

» Le cloître, si bien conservé, les a retenus longtemps avec ses chapiteaux variés; les uns, les plus beaux, conservant l'ornementation des bijoux mérovingiens, d'autres imitant maladroitement la corbeille corinthienne, d'autres enfin reproduisant dans des feuillages les animaux que les sculpteurs avaient sous les yeux, les ours surtout, ou projetant déjà des crosses hardiment évasées pour supporter les épaisses voûssures des arcades. Les méridionaux ne doivent jamais perdre une occasion de signaler la variété féconde et la puissance de création de l'art roman dans leur région. La galerie supérieure en charpente (1), selon le goût espagnol, a rappelé à ceux qui avaient suivi le congrès de l'année dernière, le beau cloître de Pampeune où cette disposition s'accompagne de merveilleuses sculptures, et M. Rouillard, habile à ressusciter les peintures presque disparues, comme il le montre à la chapelle Saint-Antonin des Jacobins de Toulouse, a pu fixer en quelques coups de crayons celles qui décoraient les murs de cette galerie.

» Le directeur de l'asile des aliénés a bien voulu ouvrir ses portes aux archéologues et les conduire lui-même à travers les salles du palais épiscopal, bâti sur les murailles romaines de l'enceinte, par Bernard de Marmiesse, les jardins et la chapelle, ancienne cathédrale de Notre-Dame de la Sède. Ils ont pu examiner ainsi ses belles boiseries en noyer clair du dix-septième siècle, un autel en bois du même temps, les tombes épiscopales, la voûte de Jean d'Aula (1480-1515), la salle capitulaire romane devenue la chambre mortuaire de l'asile, l'enfeu, seul reste de l'ancien cloître, qui abritait, sans doute, le sarcophage de l'évêque Sicard de Burgairol, mort en 1412 (2), et une partie de l'enceinte romaine, l'une des plus importantes de la Gaule, visible encore sur l'étendue presque entière des 740 mètres de son développement. Les douze tours carrées au nord, semi-circulaires

(1) Viollet le Duc, *Dictionnaire*, III, p. 436.

(2) *Gallia christiana*, I. *Eccl. consoranensis*.

au sud, sont revêtues comme les murailles d'un petit appareil régulier de pierres cubiques avec chaînages de trois rangs de briques.

» Les excursionnistes apercevaient, en traversant les cours, les malheureux dont la raison a disparu, et faisaient la remarque étrange que presque tous sourient et ont l'air heureux. Ils ont rasséréiné leur âme après ce spectacle troublant, lorsqu'ils ont contemplé, de la terrasse du palais épiscopal, le superbe panorama de la vallée, jamais plus beau que dans ce moment où les verts printanniers se marient à l'azur encore argenté de neige des montagnes. Pour en jouir plus pleinement encore, ils sont montés sur le piton qui domine l'asile, où s'élève une croix mutilée, analogue à celles de Saint-Martory et de Belpech, avec le Christ en croix, la Vierge et saint Jean dans un quatrilobe ajouré, et au revers, l'évêque saint Lizier bénissant.

» On n'arrive pas au seuil d'une vallée pyrénéenne sans être tenté de pénétrer plus avant, et après le déjeuner, trois landaus les emportaient dans la vallée du Lez, la plus séduisante des trois qui s'irradient au delà de Saint-Girons, la plus riche surtout en vieux monuments. C'est d'abord la pile romaine de Luzenac, monument longtemps énigmatique comme ses pareils, mais que les découvertes récentes d'autres piles analogues en Tunisie, avec niche pour une statue et inscription funéraire, nous paraissent classer définitivement parmi les tombeaux; puis la chapelle voisine de pèlerinage construite à la fin du douzième siècle, prolongée d'une travée et augmentée de deux nefs latérales au quinzième, attirant surtout l'attention par son clocher dodécagone presque rond, couronné par une toiture conique en dalles imbriquées, exceptionnel dans la région par sa position et sa forme. La chapelle d'Audressein, autre chapelle de pèlerinage devenue aussi église paroissiale, augmentée de même de deux nefs latérales, et dont le porche est couvert de curieuses peintures votives de la fin du quinzième siècle; enfin la chapelle seigneuriale de Castillon avec sa belle abside à trois pans, son campanile le plus élégant de tous ceux qui furent élevés d'après les mêmes formes générales, sa porte romane avec le bas-relief de saint Pierre assis, tenant le livre, sur lequel est gravée l'inscription lue enfin dans son entier par M. de Bonnefoy, au congrès de 1884.

» L'église paroissiale, de construction récente, a montré une belle croix processionnelle du seizième siècle, en argent, supportée sur un pied du dix-huitième.

» Les chapelles de Luzenac, d'Audressein et de Castillon, sont couvertes d'une nef ogivale en berceau avec arcs doubleaux saillants.

» Les excursionnistes ont été accueillis à Castillon, comme à chacune des stations où ils se sont arrêtés, avec le plus aimable empressement. Ils y ont même été salués par la poésie et y ont reçu des bouquets fournis par une collection de roses, l'une des plus riches qui se puissent voir, peut-être la plus admirablement encadrée par les montagnes boisées, qui s'arrondis-

sent comme une couronne digne d'elles, autour de ces reines des fleurs.

L'heure importune du train les a obligés à renoncer à l'église romane d'Ourjout, aux champs d'explorations de Bordes, qui ont fourni à M. l'abbé Cau-Durban de si originales découvertes et fondé sa renommée scientifique, à l'enceinte fortifiée de Sentein, le dernier village sur la frontière. Ce complément d'une des plus belles promenades artistiques qu'offrent les environs de Toulouse, aujourd'hui rapprochés par la vapeur, eut cependant été possible, si le dernier départ était fixé à Saint-Girons entre sept et huit heures, comme aux stations analogues de Pamiers et de Saint-Gaudens.

M. le Bon DE RIVIÈRES, appelé par l'ordre du jour, lit un travail sur un obituaire du couvent des grands Carmes de Toulouse. Indépendamment des fondations de messes, inscrites sur ce manuscrit, on y trouve des détails intéressants sur la date des constructions et de divers travaux d'embellissement faits à la suite de donations importantes. M. de Rivières résume ces renseignements et fait connaître le nom des principaux donateurs, occupant, à Toulouse, une grande situation dans le clergé, la magistrature, la noblesse et la bourgeoisie.

M. DELOUME montre une croix espagnole, en bois, décorée de dessins et figures diverses, taillés dans l'épaisseur du bois, et d'une exécution rudimentaire.

Séance du 2 juillet 1889.

Présidence de M. LAPIERRE.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, analysant la correspondance imprimée, signale, dans la *Revue de la Société de Borda*, la continuation du travail de M. Taillebois : *Recherches sur la numismatique de la Novempopulanie*.

M. le Bon Alfred de Loë fait hommage d'une étude intitulée *Sur un médaillon ayant renfermé, d'après la tradition, l'hostie consacrée par le pape Sixte-Quint, avec laquelle la reine Marie Stuart communia le jour de sa mort*.

M^{re} Barbier de Montault fait aussi hommage d'une brochure intitulée *L'archéologie vénitienne* (extrait de la *Revue de l'art chrétien*).

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture d'une lettre de M. de Lahondès, relative au projet de nomination de nouveaux membres honoraires. M. de Lahondès donne son approbation à cette pensée, due à l'initiative de M. Lapierre et à laquelle adhèrent aussi tous les membres présents. En conséquence, il est immédiatement procédé à l'élection de cinq membres honoraires.

MM. César Daly, de Quatrefages, Anthyme Saint-Paul, comte Fernand de Rességuier et Noulet sont nommés membres honoraires.

L'ordre du jour appelle ensuite le renouvellement des commissions.

MM. Du Bourg, L. de Malafosse, B^{re} Desazars, Romestin et Massip sont nommés membres de la commission de librairie et d'impression; MM. de Sevin, Gèze et Deloume, membres de la commission économique.

M. le TRÉSORIER présente le compte rendu de sa gestion pendant le dernier semestre. Ces comptes, vérifiés par la commission économique, sont approuvés par la Société, et M. le Président adresse des remerciements à M. le docteur Candelon.

M. DE SAINT-MARTIN analyse *Le livre juratoire de Beaumont-de-Lomagne, Cartulaire d'une bastide de Gascogne*, transcrit et annoté par M. de Rancogne, archiviste du département de la Charente, et publié sous la direction de M. Moulenq, secrétaire général de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne.

« Le manuscrit est appelé *livre juratoire*; parce qu'il servait aux prestations de serment des consuls, à leur entrée en charge. Ils juraient sur la Passion figurée du Sauveur ou sur l'image de la sainte Trinité, peintes sur une feuille de parchemin.

» En 1850, notre collègue, M. Marcel Dubor, avait publié le texte roman des coutumes de Beaumont et quelques courts extraits du cartulaire; mais la publication actuelle n'en a pas moins, dans sa majeure partie, l'attrait de l'inédit. Elle a de plus le mérite d'être une reproduction intégrale, et elle met au jour des documents d'un réel intérêt pour l'histoire des bastides de la Gascogne toulousaine.

» Le Cartulaire contient vingt-quatre titres, dont l'ensemble permet de suivre, du treizième au quatorzième siècle, et, grâce à un supplément, jusqu'à la fin du dix-septième, le fonctionnement de la vie municipale. Des baux emphytéotiques, des exemptions de péage, des privilèges divers, des règlements de corps de métier et des ordonnances relatives aux transactions commerciales fournissent aussi des renseignements sur les conditions économiques de la vie sociale et le développement progressif de la bourgeoisie.

» M. de Saint-Martin fait connaître l'économie générale de cette publication, qui s'ouvre par une très intéressante introduction de M. l'abbé Portier, et à laquelle ont aussi collaboré plusieurs autres membres de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Il parcourt rapidement les divers titres du Cartulaire, et il y joint quelques renseignements géographiques empruntés à la Saume de Lisle. Tout en rendant hommage à l'érudition de M. Moulenq, il croit pouvoir contester quelques-unes de ses opinions, notamment en ce qui concerne l'archiprêtre de Beaumont et la date de la fondation de la ville.

» Le territoire sur lequel fut construite la bastide de Beaumont appartenait à l'abbaye de Grandselve et mouvait directement du roi, qui en était

seigneur haut justicier, en qualité de comte de Toulouse. Il dépendait d'un ancien domaine féodal appelé *Garnerium* ou *Garnesium*, dont le chef-lieu était Verdun, et qui avait appartenu, au douzième siècle, aux vicomtes de Gimois, dont quelques-uns portèrent le titre de princes de Verdun. En 1195, la moitié du Gimois et la moitié du *Garnesium* furent vendus à Jourdain-de-Lisle, qui prit dès lors le titre de vicomte de Gimois et le transmit à ses successeurs. L'autre moitié resta aux mains des seigneurs de Verdun et fit retour, quelques années plus tard, au domaine direct des comtes de Toulouse. Ce fut le premier noyau de la judicature de Verdun, dont ressortit la bastide de Beaumont.

» Le Gimois, uni au *Garnesium*, ou pays de Garnier, formait aussi une circonscription ecclésiastique ayant titre d'archidiaconé (1) et d'archiprêtré. Cet archiprêtré était appelé habituellement : archiprêtré de Garnier. Il est mentionné, avec cette désignation, dans le Cartulaire de Beaumont ; mais il embrassait aussi le pays de Gimois. Dans un acte de 1259, le château de Saint-Jean-de-Gimois, voisin de la future bastide de Beaumont, est désigné comme étant situé *in archipresbiteratu Garnesii vel etiam Gimaesii* (2).

» L'archiprêtré de Garnier avait donc une circonscription plus étendue que ne l'ont pensé les éditeurs du Cartulaire de Beaumont. Il y a lieu de penser qu'il embrassait toute la circonscription primitive de la judicature de Verdun. Verdun en était le chef-lieu. Des documents, dont les dates se placent entre 1250 et 1284 (3), prouvent qu'à cette époque l'archiprêtré de Garnier prenait indifféremment le titre d'archiprêtré de Garnier ou d'archiprêtré de Verdun.

» M. Moulenq a cru que Beaumont était devenu, avant 1280, le chef-lieu d'un archiprêtré. Son opinion est basée sur le texte d'une sentence arbitrale, au sujet des dîmes et prémices de l'église de Beaumont, rendue, en 1280, par Hugues Mascaron, évêque de Toulouse, amiable compositeur nommé par Raymond Athon, *recteur et archiprêtre de l'église de Beaumont*, d'une part, et les consuls de la ville d'autre part. Cet énoncé paraît formel ; mais il est difficile de croire qu'à une date aussi rapprochée de sa fondation, la nouvelle bastide eût déjà titre d'archiprêtré. L'église paroissiale n'était certainement pas achevée. Il semble même résulter de l'acte de paréage, qui est du mois de juillet 1279, qu'à cette date la construction de l'église n'était pas encore commencée ; et il ressort des termes de la sentence d'Hugues de Mascaron que, loin d'être érigée en église archipresbytérale, elle n'était encore desservie que par un simple chapelain. Une des clauses de cette sentence arbitrale porte que les habitants de Beaumont devront acheter « ad

(1) Saume de Lisle, fol. 1268.

(2) Saume de Lisle, fol. 1268.

(3) Saume de Lisle, fol. 571, 83, 84, 1256, 1252.

opus ecclesie et capellani ejusdem » une carterée de terre située près de l'église, et dans laquelle le chapelain pourra établir son jardin. N'est-ce pas là une de ces cures inférieures qu'on a appelées plus tard succursales et dont le desservant n'avait que le simple titre de chapelain ? L'archiprêtre seul avait titre de curé ou recteur, et c'est en cette qualité que Raymond Athon réclamait les dîmes de Beaumont.

» Quelques années plus tard, lors de l'érection de l'évêché de Montauban, en 1317, une partie de l'ancien archiprêtre de Garnier fut détaché du diocèse de Toulouse et forma, dans le nouveau diocèse, un archiprêtre dont Beaumont fut dès lors le chef-lieu.

» C'était déjà une ville considérable. Quoique fondée depuis quelques années seulement, elle avait pris un accroissement rapide. Il est dit, dans un titre de privilèges concédés aux villes de la juderie de Verdun, en 1338 (1), qu'à cette date Beaumont et Gimont étaient les deux villes les plus riches et les plus considérables de la judicature.

» La date précise de sa fondation n'est pas connue. Elle se place entre 1275 et 1277.

» En 1274, l'abbaye de Grandselve avait entrepris de fonder une bastide sur le territoire de Gilhac, aujourd'hui compris dans la commune de Beaumont. M. Cabié a publié, dans les *Archives historiques de Gascogne*, les coutumes concédées aux habitants de cette bastide par l'abbaye de Grandselve (25 décembre 1274) et l'acte de paréage du 30 mars 1275. Soit que l'emplacement parût mal choisi, soit pour toute autre cause, ce projet fut abandonné, et l'abbaye conclut un nouveau paréage pour la fondation de Beaumont. L'acte en fut passé par Pierre Jolalhi, lieutenant du sénéchal Eustache de Beaumarchais. Cet acte est mentionné, sans indication de date, dans la confirmation, par Philippe le Hardi, du nouvel accord conclu par Eustache de Beaumarchais lui-même, qui annulait les conventions arrêtées par Pierre Jolalhi.

» M. Moulenq pense que la fondation de Beaumont remonte à 1275, l'année même où fut conclu le paréage de Gilhac. Il s'appuie sur une sentence arbitrale de Bertrand de Lisle, évêque de Toulouse, qui porte en effet la date du 1^{er} février 1275. Mais cette date est contestable. L'acte par lequel les consuls de Beaumont déclarent s'en rapporter à l'arbitrage de Bertrand de Lisle est de 1278. Il y a antinomie évidente entre ces deux dates, et la dernière paraît la plus vraisemblable. En effet, l'assemblée de ville présidée par les consuls et composée de 129 habitants, nominativement désignés outre les consuls, se réunit sur la place publique située devant l'église, toutes énonciations qui paraissent peu compatibles avec la date de 1275.

» Cette rectification une fois faite, l'acte le plus ancien du Cartulaire est

(1) Archives nationales JJ. 71, n° 182.

du 1^{er} septembre 1277. C'est une exemption de péages, accordée par Gaston de Lomagne, B^{on} de Gimadais, aux habitants de la nouvelle bastide. Il est donc certain que Beaumont était déjà fondée en 1277, quoiqu'elle ne figure pas dans un rôle de francs-fiefs de la jugerie de Verdun, de cette même année (1).

» La charte de coutumes est du mois d'août 1279. C'est la date du texte latin. Le texte roman porte, il est vrai, 1278. On pourrait croire à une rédaction antérieure; mais les deux textes sont absolument identiques, mêmes témoins, même mois, et, ce qui tranche la question, même précision que l'acte est de la neuvième année du règne. Du reste, la confirmation du paréage est du mois de juillet 1279; et les coutumes, concédées par Philippe le Hardi et datées de Paris, ne peuvent être antérieures à la confirmation du paréage, qui associait le roi à la seigneurie du lieu.

» On retrouve, dans l'acte de paréage, les dispositions habituelles des documents de ce genre : l'indivisibilité de la coseigneurie et l'inaliénabilité de la part du roi, le partage des redevances féodales, des biens tombés en commise et des émoluments de justice, jusqu'à soixante sous, la juridiction au-dessus de 60 sous restant réservée au roi comme seigneur haut justicier; enfin, la réserve en faveur du roi des *incours* ou confiscations sur les hérétiques, et l'interdiction aux chevaliers et aux clercs d'établir leur résidence dans la nouvelle bastide, sans la permission du roi et de l'abbé.

» M. de Saint-Martin observe que la clause ordinaire d'union à la couronne revêt, dans le Toulousain, une forme particulière. Ce n'est pas comme roi, c'est en qualité de comte de Toulouse que Philippe le Hardi s'engage pour lui et ses successeurs à ne jamais distraire la nouvelle bastide du domaine comtal, à moins que ce ne fut en faveur de l'abbaye fondatrice. La même clause, exprimée dans les mêmes termes, se remarque dans le paréage de Grenade (1290). Elle dut se reproduire jusqu'à l'union définitive du comté de Toulouse à la couronne, en 1361.

» La charte de coutumes demanderait un examen plus approfondi. On y trouve, comme dans toutes les chartes de ce genre, outre l'énumération des franchises et exemptions accordées aux habitants, des dispositions réglant le statut personnel et la capacité civile, et certaines clauses de droit coutumier, dont il est intéressant de constater la similitude dans la plupart des chartes de la région. Ainsi l'*augment* ou gain de survie était, comme à Fajolles, à Angeville et plus tard à Cologne, à Grenade, et, je crois, dans presque toutes les chartes du comté de Toulouse, de la moitié de la dot, à moins de convention différente entre les époux.

» Des remarques semblables pourraient être faites à propos des articles

(1) Archives nationales J., 308, n° 91.

qui réglementent la police urbaine, fixent la quotité des bénéfices permis aux revendeurs et marchands, le tarif des leudes et taxes diverses et celui des amendes et émoluments de justice.

» Les dispositions pénales édictées par les coutumes contemporaines de la région sont à peu près analogues, plus douces cependant dans les nouvelles bastides que dans les villages où s'étaient maintenues les traditions du servage féodal. Sauf pour le vol et le meurtre, les seules pénalités sont des pénalités pécuniaires. On n'y retrouve plus les peines corporelles, édictées par certaines coutumes plus anciennes contre ceux qui ne pouvaient payer les amendes. En cas de meurtre, les biens du meurtrier devaient être confisqués, et la peine à la discrétion des coseigneurs ou de leur cour judiciaire. L'arbitraire était la règle ordinaire en pareille matière. La peine de mort n'est jamais prononcée par les chartes de coutumes; mais le châtiment du vol et de l'homicide est presque toujours laissé à la discrétion des seigneurs, à qui, pour ces crimes, corps et biens étaient dits appartenir.

» Les règles de la procédure civile et criminelle reproduisent les dispositions libérales que l'on retrouve dans la plupart des chartes de bastides. Nul ne pouvait être arrêté ni saisi dans ses biens, pourvu qu'il fournit caution et promet d'ester en justice.

» La charte est peu explicite sur l'organisation judiciaire. Aucune disposition spéciale n'indique quelle était la composition de la cour judiciaire et la participation des consuls à la juridiction civile ou criminelle. Du reste, les limites et la compétence respective des diverses juridictions demeura longtemps confuse et occasionna de fréquents conflits. Elles ne furent définitivement fixées qu'au seizième siècle, par une transaction entre Pierre Cédalh, juge de Verdun et les consuls de Beaumont. Le juge royal reconnaissait aux consuls, outre la juridiction de police sur les marchands et artisans et les foires et marchés, la décision de certaines affaires civiles et la juridiction criminelle.

» M. de Saint-Martin entre dans quelques détails à ce sujet. Il remarque notamment que la compétence des consuls en matière criminelle n'était pas limitée, comme on pourrait le supposer, par la gravité des crimes et des condamnations à prononcer, mais qu'ils avaient, au contraire, la connaissance des crimes, entraînant une peine corporelle (*penam sanguinis*), tandis que le jugement des simples délits n'entraînant qu'une condamnation pécuniaire, était réservée au juge royal.

» Un règlement de ville du dix-septième siècle complète ces renseignements. L'un des consuls devait, autant que possible, être docteur, sinon les consuls choisissaient un assesseur, ayant cette qualité, pour faire avec eux l'instruction des affaires. Les jugements étaient rendus à la maison de ville par les consuls et leur assesseur, assistés de docteurs et gradués non

suspects aux parties, appelés en nombre requis par les ordonnances. Les consuls recueillaient les voix et prononçaient le jugement conformément à l'avis de la majorité; mais, s'ils n'étaient pas gradués, ils ne pouvaient « *prétendre voix délibérative, sinon remonstrative.* »

» L'organisation municipale n'est pas plus nettement définie, par les coutumes, que l'organisation judiciaire. Elles se réfèrent aux usages déjà établis et ne fixent même pas le nombre des consuls. Il était primitivement de six et fut réduit plus tard à quatre. L'élection avait lieu, chaque année, le lendemain de Pâques (au dix-septième siècle, le jour de la Saint-Jean d'après Noël), sur une liste, en nombre double, dressée par les consuls sortant. Le choix, sur cette liste, était fait par la cour ou curie (*curia*). Rien, dans le texte, n'indique le sens qu'il faut donner à cette expression. Il faut, sans doute, y reconnaître un souvenir de la curie gallo-romaine, et faut-il y voir la réunion de tous les habitants notables, jouissant du droit de prendre part aux délibérations? Rien n'autorise à voir, dans la *curia*, un conseil distinct de l'assemblée de ville, à laquelle prenaient part tous les *boni homines*, ceux qu'à une autre époque on aurait appelé les citoyens actifs.

» Le Cartulaire relate une assemblée de ville, tenue en 1277, deux ans avant la charte de coutumes, et à laquelle prirent part 129 habitants. Les qualifications, données à la plupart d'entre eux, indiquent des artisans ou gens de métier, et prouvent, tout à la fois, le caractère démocratique des institutions municipales et les humbles origines de cette bourgeoisie, qui s'éleva si rapidement à la richesse.

» Si l'élection n'avait pas lieu à l'époque fixée, les anciens consuls restaient en charge jusqu'à ce qu'il plût aux coseigneurs d'autoriser leur remplacement. Cette clause est reproduite dans un grand nombre de chartes. C'était une première atteinte à l'indépendance des élections. Peu à peu, l'ingérence du pouvoir royal et les progrès de l'oligarchie bourgeoise altérèrent, comme partout, le caractère primitif des institutions. Le règlement municipal du dix-septième siècle en donne la preuve.

» En parcourant les vingt-quatre titres du Cartulaire, on pourrait étudier aussi l'organisme social d'une nouvelle bastide et les conditions économiques de son développement. Quoique des constatations identiques aient été faites bien des fois, il serait intéressant d'observer la marche ascensionnelle de cette population, affranchie des servitudes féodales, tenue seulement au service d'ost et de chevauchée, élevée subitement à la condition des propriétaires, devenir presque aussitôt un centre de colonisation, défricher de grandes étendues de terres, concédées, à titre emphytéotique, par des seigneurs voisins, triompher des résistances de quelques autres à l'aide de la protection royale, édicter des règlements pour protéger son industrie naissante et développer son commerce, obtenir, de la part de puissants barons, d'importantes exemptions de péages; défendre son industrie viticole, con-

formément aux idées économiques de l'époque, par le privilège du *vetitum vini* (interdiction du vin étranger); enfin, quand viendront les guerres anglaises, construire elle-même ses murailles et, après un désastre sanglant, relever ses édifices détruits et retrouver promptement sa prospérité.

» Cette étude tentera peut-être quelqu'un des éditeurs de ce Cartulaire. Elle ne saurait trouver d'historien plus autorisé. »

M. REY-LESCURE fait remarquer le caractère libéral de certaines dispositions de la charte de coutumes de Beaumont, qui se retrouvent, d'ailleurs, dans la plupart des chartes de ce genre, notamment la liberté sous caution, qui n'est nullement, comme on l'a trop souvent dit, une importation d'origine anglaise.

M. le B^{re} DE RIVIÈRES, au nom de M^{re} Barbier de Montault, remet sur le bureau trois diplômes de l'université de Toulouse, du dix-huitième siècle, offerts par M. le C^{te} Garrau de Balsan (aux Châteillers, par Fonpeyrroux. — Deux-Sèvres.)

Séance du 9 juillet 1889.

Présidence de M. LAPIERRE.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique une lettre, adressée par M. l'abbé de Carsalade, sur M. le B^{re} d'Agos, membre correspondant décédé depuis peu. M. de Lahondès avait déjà annoncé sa mort dans une précédente séance, et la Société a exprimé les regrets qu'elle lui inspire.

M. le Secrétaire général, analysant la correspondance imprimée, signale : dans le *Journal des savants* (nos de mai et juin), la suite du travail de M. Julian sur les inscriptions de la Narbonnaise, publiées par M. Hirschfeld ; — dans les *Mémoires de l'Académie de Montpellier*, la biographie de François Renaud de Villeneuve, évêque de cette ville, par M. l'abbé Saurel. Cette biographie est très étendue. Par plus d'un côté, elle touche à l'histoire de la province de Languedoc, puisque cet évêque a joué un rôle aux Etats durant le dernier siècle.

M. ROCHER présente le dessin de la partie extérieure des bâtiments de l'ancien Parlement de Toulouse (1492), qu'il a pu reconstituer avec ce qui en reste encore. Il l'accompagne cette communication d'une note.

M. le PRÉSIDENT fait remarquer que cette reconstitution nous met en présence d'un monument toulousain absolument ignoré. Elle a été entreprise en vue des peintures décoratives de la Cour de cassation.

M. REY-LESCURE fait une communication sur l'utilité scientifique et pratique des rapprochements linguistiques entre les langues savantes et littéraires et les idiomes populaires anciens ou modernes. Il indique brièvement, à l'aide de quelques exemples, l'utilité d'un certain nombre de ces rappro-

chements linguistiques qu'il se propose de développer ultérieurement sous forme de tableaux comparatifs.

Ces tableaux montrent que la connaissance des langues vivantes, aujourd'hui indispensable à tous, au lieu de se compliquer, se simplifie au contraire beaucoup par l'étude simultanée, étymologique et phonétique, non seulement des langues anciennes, mais aussi des idiomes, des patois et dialectes populaires coexistants, ou qui en dérivent avec plus ou moins d'analogies primitives ou transitionnelles, d'altérations ou de mélanges.

Si l'on rapproche par exemple les lettres, les nombres, les pronoms, les adverbes, les prépositions et les verbes les plus usités dans les divers dialectes savants ou populaires, on est frappé de la similitude et de la simplicité unitaire, si expressive et si utile, des racines et des radicaux, au milieu de la diversité, si complexe en apparence, des terminaisons phonétiques.

Séance du 23 juillet 1889.

Présidence de M. LAPIERRE.

M. le PRÉSIDENT, au nom de la Société, adresse un compliment de bienvenue à M. Noguier, président de la Société archéologique de Béziers, qui assiste à la séance.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL communique ensuite les deux lettres suivantes qui lui ont été adressées par M. de Quatrefages et M. César Daly, à qui la Société a conféré le titre de membres honoraires.

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

» En m'élevant au grade de membre honoraire, la Société archéologique
» du midi de la France m'a fait un honneur dont je suis réellement touché.
» Ce témoignage d'estime et de sympathie m'est d'autant plus cher qu'il me
» vient d'un corps dont j'ai été heureux de faire partie, il y a bien des
» années, et d'une ville à laquelle se rattachent quelques-uns de mes meilleurs souvenirs de jeunesse.

» Veuillez, Monsieur le Secrétaire général, être auprès de nos confrères
» l'interprète de mes sentiments. Veuillez leur exprimer ma vive gratitude
» et les assurer que je ferai mon possible pour mériter le titre qu'ils ont
» bien voulu m'attribuer.

» Veuillez aussi agréer l'expression de ma haute considération et de mon
» dévouement.

» A. DE QUATREFAGES. »

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

» J'ai reçu la lettre gracieuse par laquelle vous me faites l'honneur de

» m'informer que, dans sa séance du 2 juillet 1889, la Société archéologique que du midi m'a élevé au titre de membre honoraire. Tout témoignage d'estime de la part d'une Société aussi justement estimée que la vôtre, ne peut que flatter grandement celui qui en est l'objet et exciter sa juste reconnaissance. Veuillez donc, s'il vous plaît, me servir d'intermédiaire auprès de la Société archéologique du midi pour lui donner l'assurance que je sens le prix de l'honneur qu'elle me fait et que je l'en remercie. Veuillez aussi agréer vous-même, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

» César DALY. »

Ces deux lettres sont remises à M. l'archiviste, pour être conservées dans les archives de la Société.

M. le Secrétaire général rend compte de la correspondance imprimée. Il signale plus particulièrement le *Bulletin de la Société archéologique de Béziers* (t. XIV, 2^e liv.). On y trouve d'abord une étude sur Etienne Forcadet, qui a longtemps enseigné à Toulouse ; ensuite un discours de M. Noguier sur M. Gabriel Azais, l'éditeur du *Breviari d'amor* ; *l'état monastique de Béziers avant 1789*, par M. Soucaille ; et une *Chronique archéologique* par M. Noguier, qui contient des renseignements nouveaux et pleins d'intérêt.

M. le Président annonce que M. E. Cabié, membre correspondant, vient d'être nommé officier d'Académie, et se félicite de cette distinction accordée à un membre de la Société.

Il propose de nommer M. Rouillard membre correspondant. M. Rouillard a assisté à plusieurs de nos séances, et témoigné de son intérêt pour les travaux de la Société. En relevant les peintures de la chapelle Saint-Antoine, il appellera l'attention sur un des monuments de l'art toulousain les plus remarquables.

M. l'abbé Douais ajoute que M. Rouillard a bien voulu promettre de fournir un dessin de ses peintures avec une note, pour nos Mémoires.

Le scrutin est ouvert sur cette proposition ; et M. Rouillard est proclamé membre correspondant.

L'ordre du jour appelle une lecture de M. l'abbé Douais. Sous ce titre : *Manuscrit de Bernard Gui et des chroniques des papes d'Avignon*, M. l'abbé Douais étudie et fait connaître ce manuscrit du commencement du quinzième siècle. Ce manuscrit avait appartenu d'abord à Jean de Forto, évêque de Tarbes (1431-1439). Aujourd'hui il appartient à M^{me} la comtesse de Villèle (château de Merville, Haute-Garonne). Il présente un grand intérêt ; car les œuvres de Bernard Gui, qui s'y trouvent : *Fleurs des chroniques* ; *Chronique des empereurs* ; *Traité de la messe* ; *Chronique des rois de France* ; *Les comtes de Toulouse* ; *La célébration des conciles*, y sont données d'après la dernière édition et dans leur état le plus avancé. Ce manuscrit paraît appartenir à la

même famille que les quatre les plus importants de Bernard Gui, signalés par M. Delisle.

M. le PRÉSIDENT remercie M. l'abbé Douais de cette intéressante communication.

Il donne ensuite la parole à M. Noguier.

M. NOGUIER dit qu'il doit à M. l'abbé Douais, qui l'a engagé, le plaisir d'assister à la séance et remercie la Société de son bienveillant accueil. Il exprime le désir que les deux sociétés de Toulouse et de Béziers se rencontrent dans une excursion à Narbonne, Fontfroide ou Béziers. La contrée de Béziers est riche en antiquités romaines et chrétiennes. Beaucoup de monuments ont été réunis dans un musée archéologique, au cloître de Saint-Nazaire. Les inscriptions romaines ont été publiées d'abord dans le *Bulletin*, ensuite dans le *Corpus*. Il reste à publier les inscriptions chrétiennes. — Les environs de Béziers offrent quelques pierres milliaires, des autels romans, des églises romanes, notamment celle de Saint-Pierre de Rêdes, extrêmement curieuses. Non loin de Saint-Pierre de Rêdes se trouvent les ruines de l'ancienne abbaye de Villemagne, avec deux églises et un superbe donjon. — M. Noguier signale encore le château de Couiza (Aude) construit, entre 1534 et 1540, par la famille de Joyeuse. Il présente de grandes analogies avec l'hôtel d'Assézat de Toulouse.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Noguier de ces communications. Il dit que l'excursion de Béziers a été proposée plusieurs fois et que la Société sera heureuse de répondre à l'invitation qui lui est gracieusement adressée aujourd'hui et dont elle s'empresse de prendre acte. Il propose ensuite de nommer M. Noguier membre correspondant.

Cette proposition est adoptée et M. Noguier est proclamé membre correspondant.

La Société, avant de se séparer pour les vacances, nomme la commission de permanence, qui devra se réunir le dernier mardi de chaque mois. Elle sera composée de MM. Lapière, Deloume, Massip et Delorme.

La séance de rentrée est fixée au 26 novembre.

Le Secrétaire adjoint,

CH. DE SAINT-MARTIN.

LOI pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER. — *Immeubles et monuments historiques ou mégalithiques.*

ARTICLE PREMIER. — Les immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, seront classés en totalité ou en partie par les soins du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 2. — L'immeuble appartenant à l'Etat sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel l'immeuble se trouve placé. Dans le cas contraire, le classement sera prononcé par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

L'immeuble appartenant à un département, à une commune, à une fabrique ou à tout autre établissement public, sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, s'il y a consentement de l'établissement propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel l'établissement est placé. En cas de désaccord, le classement sera prononcé par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 3. — L'immeuble appartenant à un particulier sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, mais ne pourra l'être qu'avec le consentement du propriétaire. L'arrêté déterminera les conditions du classement.

S'il y a contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de cet acte, il sera statué par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sauf recours au conseil d'Etat statuant au contentieux.

ART. 4. — L'immeuble classé ne pourra être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts n'y a donné son consentement.

L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne pourra être poursuivie qu'après que le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts aura été appelé à présenter ses observations.



Les servitudes d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Les effets du classement suivront l'immeuble classé, en quelques mains qu'il passe.

ART. 5. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des monuments classés ou qui seraient de sa part l'objet d'une proposition de classement refusée par le particulier propriétaire.

Il pourra, dans les mêmes conditions, poursuivre l'expropriation des monuments mégalithiques ainsi que celle des terrains sur lesquels ces monuments sont placés.

ART. 6. — Le déclassement, total ou partiel, pourra être demandé par le ministre dans les attributions duquel se trouve l'immeuble classé par le département, la commune, la fabrique, l'établissement public et le particulier propriétaire de l'immeuble.

Le déclassement aura lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes distinctions que le classement.

Toutefois, en cas d'aliénation consentie à un particulier de l'immeuble classé appartenant à un département, à une commune, à une fabrique, ou à tout autre établissement public, le déclassement ne pourra avoir lieu que conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

ART. 7. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux monuments historiques régulièrement classés avant sa promulgation.

Toutefois, lorsque l'Etat n'aura fait aucune dépense pour un monument appartenant à un particulier, ce monument sera déclassé de droit dans le délai de six mois après la réclamation que le propriétaire pourra adresser au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE II. — *Objets mobiliers.*

ART. 8. — Il sera fait, par les soins du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, un classement des objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national.

ART. 9. — Le classement deviendra définitif si le département, les communes, les fabriques et autres établissements publics n'ont pas réclamé, dans le délai de six mois, à dater de la notification qui leur en sera faite. En cas de réclamation, il sera statué par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Le déclassement, s'il y a lieu, sera prononcé par le ministre de l'instruction publique.

tion publique et des beaux-arts. En cas de contestation, il sera statué comme il vient d'être dit ci-dessus.

Un exemplaire de la liste des objets classés sera déposé au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et à la préfecture de chaque département, où le public pourra en prendre connaissance sans déplacement.

ART. 10. — Les objets classés et appartenant à l'Etat seront inaliénables et imprescriptibles.

ART. 11. — Les objets classés appartenant aux départements, aux communes, aux fabriques ou autres établissements publics, ne pourront être restaurés, réparés, ni aliénés par vente, don ou échange, qu'avec l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 12. — Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, exécutés en violation des articles qui précèdent, donneront lieu, au profit de l'Etat, à une action en dommages-intérêts contre ceux qui les auraient ordonnés ou fait exécuter.

Les infractions seront constatées et les actions intentées et suivies devant les tribunaux civils ou correctionnels, à la diligence du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ou des parties intéressées.

ART. 13. — L'aliénation faite en violation de l'article 11 sera nulle, et la nullité en sera poursuivie par le propriétaire vendeur ou par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés contre les parties contractantes et contre l'officier public qui aura prêté son concours à l'acte d'aliénation.

Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés, pourront être revendiqués pendant trois ans, conformément aux dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil. La revendication pourra être exercée par les propriétaires et, à leur défaut, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

CHAPITRE III. — *Fouilles.*

ART. 14. — Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on aura découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'Etat, à un département, à une commune, à une fabrique ou autre établissement public, le maire de la commune devra assurer la conservation provisoire des objets découverts, et aviser immédiatement le préfet du département des mesures qui auront été prises.

Le préfet en référera, dans le plus bref délai, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, qui statuera sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avisera le préfet. Sur le rapport du préfet et après avis de la commission

des monuments historiques, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pourra poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 3 mai 1841.

ART. 15. — Les décisions prises par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en exécution de la présente loi, seront rendues après avis de la commission des monuments historiques.

CHAPITRE. IV. — *Dispositions spéciales à l'Algérie et aux pays de protectorat.*

ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Dans cette partie de la France, la propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, qui pourraient exister, sur et dans le sol des immeubles appartenant à l'Etat ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans les terrains militaires, est réservée à l'Etat.

ART. 17. — Les mêmes mesures seront étendues à tous les pays placés sous le protectorat de la France et dans lesquels il n'existe pas déjà une législation spéciale.

Disposition transitoire.

ART. 18. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 mars 1887, relative à la conservation des monuments et objets ayant un intérêt historique et artistique.

3 Janvier 1889.

ARTICLE PREMIER. — Le classement, en totalité ou en partie, des immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, est prononcé par arrêté spécial du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

L'arrêté détermine les parties de l'immeuble auxquelles le classement s'applique. Il vise l'avis de la commission des monuments historiques et, s'il y a lieu, ceux du ministre intéressé et des représentants légaux de l'établissement public propriétaire.

Art. 2. — Si l'immeuble appartient à l'Etat, l'initiative du classement est prise soit par le ministre dans les attributions duquel cet immeuble se trouve placé, soit par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

En cas de désaccord, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts transmet au Conseil d'Etat, avec les observations de son collègue, le projet de décret prévu par l'article 2 de la loi du 30 mars 1887 et l'avis de la commission des monuments historiques et les observations de son collègue.

Art. 3. — Les demandes de classement des immeubles appartenant à des établissements publics sont formées :

- 1° Si l'immeuble appartient à un département, par le préfet avec l'autorisation du conseil général,
- 2° S'il appartient à une commune, par le maire avec l'autorisation du conseil municipal,
- 3° S'il appartient à une fabrique, par le trésorier du conseil de fabrique avec l'autorisation de ce conseil,
- 4° S'il appartient à tout autre établissement public, par les représentants légaux de l'établissement.

A défaut de ces demandes, le consentement du département, de la commune, de la fabrique ou de l'établissement public est provoqué, sur l'initiative du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, par le ministre sous l'autorité duquel l'établissement est placé.

Dans le cas où l'immeuble a fait l'objet d'une affectation, l'affectataire doit être consulté.

Art. 4. — Si l'établissement public n'a pas donné son consentement ou si l'avis du ministre sous l'autorité duquel l'immeuble est placé n'est pas favorable, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts transmet au conseil d'Etat, avec le projet de décret et l'avis de la commission des monuments historiques, les observations des administrations ou établissements intéressés et celles de son collègue.

Art. 5. — Le classement de l'immeuble appartenant à un particulier ne peut être prononcé qu'après que le propriétaire en a adressé la demande au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ou qu'il a donné son consentement par écrit.

L'arrêté qui prononce le classement en détermine les conditions par le propriétaire.

Art. 6. — Toutes demandes de classement adressées au ministre doivent être accompagnées, entre autres pièces, des documents graphiques représentant l'ensemble ou les détails intéressants du monument dont le classement est demandé et, autant que possible, des photographies de ce monument.

Art. 7. — Lorsque l'accord s'établit entre le ministre de l'instruction

public et des beaux-arts et l'établissement ou le particulier propriétaire de l'immeuble, l'arrêté du ministre doit intervenir dans les six mois, à dater du jour de cet accord.

A défaut d'arrêté dans ce délai, le projet de classement est considéré comme abandonné.

ART. 8. — Le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'Etat aux travaux de restauration ou de réparation.

Dans le cas où une partie de ces dépenses est mise à sa charge, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel et des sacrifices consentis par le département, la commune, l'établissement public ou le particulier propriétaire du monument.

ART. 9. — Le classement d'un immeuble et l'exécution par l'Etat de travaux de restauration ou de réparation n'impliquent pas la participation de l'Etat dans les charges des travaux d'entretien proprement dits.

ART. 10. — Tous projets de travaux concernant un monument classé sont adressés ou communiqués au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Si le projet comporte une demande d'allocation sur le crédit affecté aux monuments historiques, il est accompagné de pièces établissant : 1^o la situation financière du département, de la commune, ou de l'établissement public qui sollicite la subvention ; 2^o le montant des sacrifices consentis soit par l'établissement soit par le particulier propriétaire et celui des allocations de toute nature qui pourraient concourir à la dépense.

ART. 11. Sont compris parmi les travaux dont les projets doivent être soumis à l'approbation du ministre : les peintures murales, la restauration des peintures anciennes, l'exécution des vitraux neufs et la restauration de vitraux anciens, les travaux qui ont pour objet d'agrandir, dégager, insoler et protéger un monument classé et aussi les travaux tels qu'installations de chauffage, d'éclairage, de distribution d'eau et autres qui pourraient soit modifier une partie quelconque du monument, soit en compromettre la conservation.

Est également comprise parmi ces travaux la construction de bâtiments annexes à élever contre un monument classé.

Aucun objet mobilier ne peut être placé à perpétuelle demeure dans un monument classé, sans l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 12. — Les immeubles qui seraient l'objet d'une proposition de classement en cours d'instruction ne pourront être détruits, restaurés ou réparés sans le consentement du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, jusqu'à ce que la décision ministérielle soit intervenue, si ce n'est après un délai de trois mois à dater du jour où la proposition aura

été régulièrement portée à la connaissance de l'établissement public ou du particulier propriétaire.

ART. 13. — Si après le classement d'un monument appartenant à un particulier et en dehors des conditions prévues par l'article 3 de la loi, l'Etat accorde une subvention pour la conservation ou la restauration de ce monument, l'arrêté ministériel qui alloue la subvention détermine les conditions particulières qui peuvent être proposées au propriétaire et mentionne le consentement écrit de celui-ci.

ART. 14. — Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la loi :

1° Les monuments classés avec consentement de ceux auxquels ils appartenaient ou dans les attributions desquels ils se trouvaient placés ;

2° Les monuments qui auraient été classés d'office par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et dont le classement, après avoir été porté à la connaissance des intéressés, n'aura été l'objet d'aucune protestation dans le délai de trois mois ;

3° Les monuments classés pour lesquels l'Etat aurait fait une dépense quelconque sur le crédit affecté aux monuments historiques.

ART. 15. — Le délai d'un an accordé aux particuliers par l'article 7 de la loi pour réclamer le déclassement des monuments pour lesquels l'Etat n'a fait aucune dépense, ne commence à courir qu'à dater de la notification faite au propriétaire, si elle est postérieure à la promulgation de la loi.

Six mois après la déclaration, le monument est déclassé de droit, sans qu'aucune formalité soit nécessaire.

ART. 16. — Les articles 6, 8 et 10 du présent règlement sont applicables aux objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt national.

ART. 17. — Le classement des objets mobiliers prescrit par l'article 18 de la loi, est fait par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts soit d'office, soit sur la demande du ministre dans les attributions duquel est placé le service auquel ces objets sont affectés, soit sur celle des représentants légaux de l'établissement propriétaire.

ART. 18. — Le classement de ces objets est notifié si les objets classés appartiennent à l'Etat, au ministre dans les attributions duquel est placé le service auquel ils sont affectés s'ils appartiennent à un établissement public, aux représentants légaux de cet établissement et au ministre dans les attributions duquel il est placé.

En ce qui concerne les départements et les communes, le délai de six mois dans lequel la réclamation peut être faite ne court que du dernier jour de la session ordinaire ou extraordinaire dans laquelle cette notification

aura été portée à la connaissance du conseil général ou du conseil municipal.

ART. 19. — A défaut de réclamation de la part de l'établissement public, le ministre, dans les attributions duquel cet établissement est placé, peut réclamer d'office contre le classement ou le déclassement.

Dans tous les cas où il doit être statué par le décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, le ministre de l'instruction publique et des beaux arts transmet au conseil d'Etat, avec l'arrêté attaqué et l'avis de la commission des monuments historiques sur la réclamation, les observations du ministre intéressé et, s'il y a lieu, celles de l'établissement public.

ART. 20. — L'action civile ouverte au profit de l'Etat par l'article 12 de la loi devant les tribunaux civils ou devant les tribunaux correctionnels si l'infraction est accompagnée d'un délit de droit commun contre les personnes qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4 et 10 de ladite loi, ainsi que celle qui appartient au propriétaire est en ce qui concerne les établissements.

ART. 21. — L'organisation de la commission des monuments historiques et le mode de nomination de ses membres sont réglés par décret.

ART. 22. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé, etc.

DÉCRET fixant l'organisation de la commission des monuments historiques et le mode de nomination de ses membres.

3 Janvier 1889.

ARTICLE PREMIER. — La commission des monuments historiques, instituée près le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, a pour mission d'établir la liste des monuments et objets ayant un intérêt historique et artistique, de désigner ceux qu'il convient de restaurer, d'examiner les projets présentés pour leur restauration, de proposer au ministre la répartition des crédits ouverts pour la conservation des monuments classés.

ART. 2. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est président de la commission des monuments historiques.

Le directeur des beaux-arts est premier vice-président de droit.

Un deuxième vice-président est désigné par le ministre.

En l'absence du président et du vice-président, le doyen d'âge des membres présents remplit les fonctions de président.

ART. 3. — La commission des monuments historiques est composée de membres de droit et de membres à la nomination du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 4. — Sont membres de droit :

Le directeur des beaux-arts,

Le directeur des bâtiments civils et palais nationaux,

Le directeur des cultes,

Le directeur des musées nationaux,

Le préfet de la Seine,

Le préfet de police,

Les inspecteurs généraux des monuments historiques,

Le contrôleur des travaux des monuments historiques,

Le directeur du musée des Thermes et de l'Hôtel-Cluny,

Le conservateur du musée de sculpture comparée.

ART. 5. — Les membres à la nomination du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts sont nommés par arrêté ministériel.

Lorsqu'une vacance se produit, la commission est invitée à présenter au ministre une liste de trois candidats.

ART. 6. — *La commission peut constituer des sous-commissions chargées de préparer l'étude des questions qui lui sont soumises et de lui en faire un rapport.*

ART. 7. — Le chef et le sous-chef du bureau des monuments historiques remplissent les fonctions de secrétaire et de sous-secrétaire adjoint de la commission.

TABLE

	Pages.
Tableau des membres qui constituent la Société.	1
Sociétés avec lesquelles on fait échange de publications :	
France et Algérie.	5
Étranger.	8
Séance du 27 novembre 1888.	9
Séance du 4 décembre 1888.	11
Séance du 11 décembre 1888.	14
Séance du 17 décembre 1888.	17
Séance du 8 janvier 1889.	19
Séance du 15 janvier 1889.	25
Séance du 22 janvier 1889.	29
Séance du 29 janvier 1889.	31
Séance du 5 février 1889.	33
Séance du 12 février 1889.	41
Séance du 19 février 1889.	45
Séance du 26 février 1889.	48
Séance du 12 mars 1889.	50
Séance du 19 mars 1889.	51
Séance du 26 mars 1889.	53
Séance du 2 avril 1889.	57
Séance du 9 avril 1889.	58
Séance du 16 avril 1889.	60
Séance du 30 avril 1889.	60
Séance du 7 mai 1889.	62
Séance du 14 mai 1889.	66
Séance du 21 mai 1889.	71
Séance du 28 mai 1889.	77
Séance du 4 juin 1889.	78
Séance du 11 juin 1889.	80
Séance du 25 juin 1889.	82
Séance du 2 juillet 1889.	89
Séance du 9 juillet 1889.	96
Séance du 23 juillet 1889.	97
Loi pour la conservation des monuments et objets d'art.	100
Décret du 3 janvier 1889.	103
— du 3 janvier 1889.	107

TABLE ANALYTIQUE ⁽¹⁾

NOTA. — Les noms en caractères gras désignent les membres de la Société résidents, honoraires ou correspondants.

L'italique désigne des titres d'ouvrage.

A

- | | |
|---|---|
| Adalard, abbé de Saint-Trond, p. 46. | Angeville (Tarn-et-Garonne), p. 93. |
| Adoration des bergers, p. 24. | Annales du Midi, p. 12. |
| Agède (d'), seigneur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27, 28. | Anne de Bretagne, son tombeau, p. 45. |
| AGOS (BARON D') , p. 85, 96. | Anneau gallo-romain, p. 62. |
| Aiguesjuntas (Ariège), p. 50. | Annonay (Ardèche), p. 38. |
| Aillières (Ariège), p. 50. | Annonciation, p. 24. |
| Aimé Martin, p. 72. | Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie, p. 42. |
| Alan (Haute-Garonne), archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64. | Antiphonaires, p. 10, 51. |
| Albi (Tarn), dessins de la cathédrale, p. 49. | Aquitaine, p. 42, 51. |
| — évêques et archevêques, p. 21, 42. | Aquitaine, province de l'ordre des frères mineurs, p. 54. |
| — stalles de la cathédrale, p. 45. | Archiprêtres de Beaumont-de-Lauragais, p. 90, 92. |
| — vestiges anciens, p. 77. | — de Bourjac (Comminges), p. 63, 64. |
| Allaux, oncle et neveu, vicaires à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26. | — du diocèse de Comminges, p. 63, 64. |
| Alsen (Ariège), ancien pays d'élection, p. 51. | — de Garnier et Gimois, p. 91, 92. |
| Amalryc, vicaire général de Toulouse, p. 27. | — de Savarthès (diocèse de Pamiers), p. 64. |
| Amiens (Somme), stalles de la cathédrale, p. 45. | — de Serrières (Comminges), p. 63, 64. |
| André, archiviste de Mende, p. 45. | — de Verdun-sur-Garonne, p. 91. |
| André, Sébastien, chanoine de Narbonne, p. 20. | Archives historiques de Gascogne, p. 92. |
| Anglure (d') de Bourlemont, archevêque de Toulouse, p. 61. | Aréna (de), François, p. 47. |
| Allmer, p. 64. | |

(1) La table a été dressée par M. de Saint-Martin.

- Argentièrre (rue), Toulouse, p. 19.
 Arget, rivière, p. 50.
 Arize, rivière, p. 50.
 Arles (Pyrénées-Orientales), église et cloître, p. 60.
 Armaing, vicaire à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
 Armes :
 — de Bernard de Marmiesse, évêque de Couserans, p. 87.
 — de la famille de Bertier, p. 82.
 — — Durand, p. 85.
 — — de Noé, p. 82.
 — de Joseph de Saint-André Mar- noys de Verceil, évêque de Couserans, p. 87.
 Arnaud d'Avignonet, p. 15.
 Arnaud du Faget, p. 83.
 Arnaud du Fauga, p. 12.
 Art (œuvres d') :
 — Bénitier en marbre (renaissance), p. 84.
 — — du XVIII^e siècle, p. 24.
 — Burettes (XVIII^e siècle), p. 87.
 — Buste en argent de saint-Lizier (XVI^e siècle), p. 87.
 — Chandeliers (XVIII^e siècle), p. 87.
 — Camaïeu (ancien) de Saint-Sernin, p. 31.
 — Chaire du XVIII^e siècle, p. 24.
 — Coffrets du XII^e siècle, p. 87.
 — — du XV^e siècle, p. 78, 81.
 — — du musée de Clermont, p. 81.
 — Croix espagnole en bois, p. 89.
 — Crosse d'ivoire (XI^e siècle), p. 87.
 — Etui à éventail (Louis XIII), p. 79.
 — Fonts baptismaux, p. 24, 46.
 — Lit (Louis XIV), p. 82.
 — Mitre (XII^e siècle), p. 87.
 — Portrait du cardinal d'Ossat, p. 78.
 — Pupitre de Foulques, abbé de Lobres, p. 46.
 — Piscine en étain, p. 24.
 — Rétable, p. 24, 46, 47, 84.
 — Statues, p. 13, 19, 57, 75.
 — Sculptures flamandes, p. 45, 46, 47.
 — Tableaux, p. 23, 24, 27, 48, 78.
 — Tapisseries des Gobelins, p. 49.
 — — des Flandres, p. 82.
 Artistes toulousains : Cammas, p. 62.
 — Despax, p. 23, 24, 48.
 Artistes flamands, p. 45 et suiv.
 Arras (Pas-de-Calais), p. 85.
 Assier (Lot), château, p. 13.
 Astrolabe, p. 81.
 Auch (Gers), p. 64.
 Audressein (Ariège), p. 88.
 Augé, commentateur de Molière, p. 72.
 Augment (droit d'), p. 93.
 Auguste, p. 31, 51.
 Austrasie, p. 42.
 Autels : roman, p. 13.
 — en marbre d'Italie, p. 24.
 Ayet (Ariège), p. 43.
 Ax (Ariège), p. 64.
 Azais (Gabriel), p. 98.

B

- Baërze (de la), Jacques, p. 45, 47.
 Bagnols (Saint-Caprais, près Grenade, Haute-Garonne), p. 29.
 Baléares (îles), monuments préhistoriques, p. 16.
 — — modernes, p. 17.

- Baluze, p. 82.
BARRIERE DE MONTAULT (M^e), p. 80, 85, 89.
 Barcelone (Espagne), exposition, p. 11.
 Barge (V^e de la), p. 38.
 Barrousse, archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Barthes, p. 53.
 Bastides (fondation de), p. 90, 91, 92.
 Bastide-du-Salat (La) (Ariège), p. 50.
 Bastide-de-Sérou (La) (Ariège), p. 50.
 Bavarthès, archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Beaumarchais (de) (Eustache), sénéchal de Toulouse, p. 92.
 Beaumont-de-Lomagne, p. 77, 90 et suiv.
 Beauveau (de) (François), archevêque de Narbonne, p. 13.
 Belgique (Bulletin de la commission royale d'art et d'archéologie de), p. 45, 70.
 — Société archéologique, p. 33.
 Bénédictins de la Daurade (Toulouse), p. 26, 28, 29.
 Bénitier en marbre (renaissance), p. 84.
 — du XVIII^e siècle, p. 24.
 Benoit (saint) (vision de), tableau, p. 24.
 Bentefarine (pic de), p. 50.
 Bérengier (dom), p. 12.
 Bernard de Castanet, évêque d'Albi, p. 42.
 Bernard Gui, p. 31, 82, 98.
 Bernis (de), cardinal, p. 80.
 Bernuy (hôtel de), Toulouse, p. 59.
 Berruguet (Le), p. 47.
 Bertall, p. 73.
 Bertrand de l'Isle, évêque de Toulouse, p. 92.
 Bertrand (saint), évêque de Comminges, p. 42.
 Bertrand (Alex.), p. 40.
 Besse, p. 30.
 Betchat (Ariège), p. 50.
 Bethmale, vallée de l'Ariège, p. 43.
 Béziers (Hérault), p. 98, 99.
 Bibliographie de Tarn-et-Garonne, p. 10.
 Biographie de Tarn-et-Garonne, p. 10.
 Bioule (Tarn-et-Garonne), p. 32.
 Blancard (Louis), p. 10, 42.
 Boguiri (Jean), chanoine de Narbonne, p. 21.
 Bologne (Italie), université, p. 11, 12.
 Boniface VIII, p. 51.
 Bonis (comptes des frères), p. 32.
 Bonnefoy (de), p. 89.
 Bordes (Ariège), p. 89.
 Bosredon (de), p. 62.
 Boucher, p. 72.
BOUGELON (MARON DE), p. 60, 61, 66, 70.
 Boulbonne, abbaye, p. 24.
 Boulogne (Haute-Garonne), archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Bourjac, archiprêtre et archidiaconé du diocèse de Comminges, p. 58, 63, 64.
BOURE (DU), p. 45, 62, 71, 76, 90.
 Bourgogne, œuvres d'art flamand, p. 45, 47.
 Bouvier (de), p. 38.
 Brachet, oncle et neveu, vicaires à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
 Brax (Haute-Garonne), château, p. 11.
 Breton (Auguste), p. 53.
 Breuils (l'abbé), p. 75.
 Brion, p. 73.
 Brissart, p. 72.
 Brou (Eure-et-Loir), p. 45.
 Brouzès, vicaire de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
 Bruges (Belgique), p. 46.
 Bruno (Bernard), p. 15.
 Brutails, p. 60.
 Bulletin du comité des travaux historiques, p. 22.
 Burettes (XVIII^e siècle), p. 87.
 Burgondie, p. 42.
 Burgos (Espagne), p. 59.
 Buste en argent de Saint-Lizier (XVI^e siècle), p. 87.

C

- CABRÉ (EDMOND)**, p. 54, 63, 77, 92, 98.
 Cadastre de la ville de Toulouse (1570), p. 19.

- Cambrai (Nord), p. 32, 46.
 Cammas, p. 62.
CANDELOU (D^r), p. 19, 29, 66, 73 et suiv., 75 et suiv., 90.
 Carnaieu de Saint-Sernin, p. 31, 44.
 Canal de Brienne (Toulouse), p. 53.
 Capelli (Jean), chanoine de Narbonne, p. 20.
CAPPELLINI, p. 33.
 Capitole (porte du), Toulouse, p. 53.
 Capitoulats, p. 19.
 Carcassonne (Aude), p. 15.
 — (Histoire de), p. 30.
 Cardaillac (de), Bertrand, p. 32.
 — Hugues, p. 32.
 Cariben, curé de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 25.
 Carmes (grands) de Toulouse; obituaire du couvent, p. 89.
 Carpentras (Vaucluse), évêque de, p. 12.
 Carrière (abbé), p. 83.
CARTAILHAC, p. 14, 16, 29, 41, 53.
 Carthagène (Nouvelle-Grenade), p. 18.
 Cartulaire de Beaumont-de-Lomagne, p. 90 et suiv.
 Cartulaire du diocèse de Carcassonne, de Mahul, p. 31.
 Carsalade (abbé de), p. 96.
 Casses (Les), Aude, p. 23.
 Castelli, p. 73.
 Castillon (Ariège), p. 88.
 Castor et Pollux (bas-relief), p. 25.
 Catalogue de l'exposition d'antiquités et objets d'art de Toulouse en 1849, p. 13.
CAU-DURBAN (abbé), p. 43, 86, 89.
CAUSSE, éloge nécrologique, p. 29.
 Caussidières (Jacques), sculpteur, p. 84.
 Cazauran (abbé), p. 75.
 Cazaux, archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Cédalh (Pierre), juge de Verdun, p. 94.
 Censier des bénéfices du diocèse de Comminges (1387), p. 63.
 Cérissols (Ariège), p. 50.
 Chaire du dix-huitième siècle, p. 24.
 Chaloner, p. 18.
 Champflour (de) (Dominique), évêque de Mirepoix; son épitaphe, p. 24.
 Champion (Antoine), recteur de l'université de Bologne, p. 12.
 Chansons patoises de l'Ariège, p. 44.
 Chapelle de Castillon (Ariège), p. 88.
 — de Nazareth (Toulouse), p. 58.
 — de Saint-Antonin (couvent des Jacobins de Toulouse, p. 48, 66, 79.
 Chalvet (marquis de), p. 82.
 Champreux (marquis de), p. 58.
 Chandeliers (XVIII^e siècle), p. 87.
 Charles V, son tombeau, p. 47.
 Charles VII, p. 22.
 Chartes du prieuré de Ségur (article de M. M. **CARRÉ**, *Revue du département du Tarn*), p. 77.
 Chartreux de Toulouse, reconstruction de leur église, p. 62.
 Châsses de Sainte-Gertrude, p. 47.
 Chasselat, p. 72.
 Châteaux : d'Assier (Lot), p. 13.
 — de Bioule (Tarn-et-Gar.), p. 32.
 — de Brax (Hte-Gar.), p. 11.
 — de Couiza (Aude), p. 99.
 — de Foix (Ariège), p. 44.
 — de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 28.
 — de Merville (Haute-Gar.), p. 82.
 — de Montoussin (Haute-Garonne), p. 76.
 — de Puivert (Aude), p. 66.
 — de Saint-Blancard (Gers), p. 66.
 Chauveau (François), p. 72.
 Childebert, roi d'Austrasie, p. 42.
 Choiseuil (de), archevêque d'Albi, p. 77.
 Christ (tableau, école italienne), p. 24.
 Cimetière à ustion, p. 78.
 Cintegabelle (Haute-Garonne), p. 24.
Civitas Ausciorum, p. 65.
 — *Convenarum*, p. 65.
 — *Tolosa*, p. 50, 63.
Civitas romaine, son étendue, p. 51.
 Clarac (Haute-Garonne), p. 78.
 Claire (de) (Godefroy), p. 46.
CLAUSADE (DE), p. 9, 48, 49, 51.
 Clausade (M^{re} de), p. 48, 49, 85.
 Clément VII, p. 31.
 Clermont (Ariège), p. 50.
 Cloche, p. 28.
 Clocher des Jacobins de Toulouse, p. 49.

- Clocquet, p. 23.
- Cloîtres : d'Arles (Pyrénées-Orientales), p. 60.
- d'Elne (Pyrénées-Orientales), p. 11, 60.
- de Fontfroide (Aude), p. 11.
- de Pampelune (Espagne), p. 87.
- de Saint-Lizier (Ariège), p. 87.
- de Saint-Nazaire (Béziers), p. 99.
- Clotaire, p. 42.
- Coffre du onzième siècle trouvé à l'abbaye de Conques (Aveyron), p. 52.
- Coffrets : du douzième siècle, à Saint-Lizier (Ariège), p. 87.
- du quinzième siècle (collection **DELORE**), p. 81.
- du quinzième siècle, au musée de Clermont, p. 81.
- Collin (Alexandre), p. 45.
- Cologne (Gers), p. 93.
- Colonnes antiques, p. 28, 29.
- Comité des travaux historiques et scientifiques, p. 33, 42.
- Comminges, diocèse, p. 50, 59, 63.
- Commission des monuments historiques, p. 68 et suiv.
- Commissions de la Société archéologique du Midi de la France :
- Commission économique, p. 2, 90.
- de librairie et d'impression, p. 90.
- du concours, p. 66, 78 et suiv.
- de permanence, p. 9, 10, 99.
- pour l'emploi du legs de **M. DE CLAUSADE**, p. 49, 51.
- Concours annuel, p. 78.
- Sujets proposés pour le concours de 1891, p. 52.
- Conciles, décrets relatifs à la fête de l'évêque des fous, p. 20, 22.
- Concile de Mâcon, p. 43.
- Confréries : des mystères, à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), p. 14.
- de Notre-Dame-de-Pitié, à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 25, 27.
- du Rosaire, à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.
- Congrès archéologique de 1884, p. 86.
- de la Société française d'archéologie, p. 67.
- Conques (Aveyron), abbaye, p. 51.
- Consortani, leurs monnaies, p. 74.
- Constans, seigneur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.
- Consuls : de Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Gar.), p. 94, 95.
- de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26, 27.
- de Tournon (Ardèche), p. 38.
- Contades (Laurent), notaire de Narbonne, p. 21.
- Conty (prince de), p. 38.
- Convenæ, leurs monnaies, p. 74.
- Conventus, sous Auguste, p. 51.
- Cornet Peyrusse, p. 31.
- Correspondance de **M^{me} de Clausade**, p. 48.
- de **M. CÉSAR DALY**, p. 98.
- de **M. ROULET**, p. 66.
- de **M. DE QUATREFA-
CES**, p. 97.
- du Ministre de l'Ins-
truction publique et
des beaux-arts, p. 33,
41, 42, 45.
- du Ministre de l'Inté-
rieur, p. 29.
- de la Société de l'his-
toire de France,
p. 53.
- Couserans, p. 44.
- circonscription du diocèse,
p. 50, 51.
- Couteau (Armand), recteur de Lagar-
delle (Haute-Garonne), p. 26.
- Coutumes d'Angeville (Tarn-et-Ga-
ronne), p. 93.
- de Beaumont (Tarn-et-
Garonne), p. 90, 93 et
suiv.
- de Cologne (Gers), p. 93.
- de Fajolles (Tarn-et-Ga-
ronne), p. 93.

- Contumes de Gilhac, près Beaumont* (Tarn-et-Garonne), p. 92.
 — *de Grenade* (Haute-Garonne), p. 93.
 — *de Montoussin* (Haute-Garonne), p. 28, 76.
Coyssal, p. 72.
Crabère (pic de), p. 50.
Croix espagnole, p. 89.
 — *de pierre* (Saint-Lizier), p. 88.
 — *reliquaire* (orfèvrerie), p. 27, 28.
Crosse (XI^e siècle), p. 87.
Curie au XIII^e siècle, p. 95.
Cybèle, p. 31, 57.

D

- Daffis* (Jean), évêque de Lombez, p. 19.
Dalhade (La), église de Toulouse, p. 53.
Dallory, p. 11.
DALY (CÉSAR), p. 89, 98.
Dauquo, curé de Saint-Caprais (Grenade, Haute-Garonne), p. 29.
Daubèze (Dominique), vicaire de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
Daurade (La), église de Toulouse, p. 28, 53.
 — *Capitoulat*, p. 19.
David, peintre, p. 73.
Delialle, p. 99.
Delmont, p. 26.
DELOUMES, p. 9, 10, 17, 18, 61, 78, 81, 90.
DELOUMES, p. 10, 18, 30, 44, 51, 52, 58, 59 (a), 67 et suiv., 84, 89, 90, 99.
Deloume (Antonin), p. 77.
DESABARS (B^{re}), p. 42, 43, 48, 49, 67, 90.
Desenne, p. 72.
Despax, p. 22, 24, 48.
Détention, systèmes en usage avant 1789, p. 29.
Delmont, p. 26.
Deveria, p. 72.
Dîmes de l'église de Beaumont (Tarn-et-Garonne), p. 91.
Dion (de), p. 36.
Diplômes de l'université de Toulouse, p. 96.
Dumoulin, p. 33 (Voy. Jacobins).
Dumoulin, saint recevant le rosaire, p. 27.
Dans l'État à la Société archéologique de tout de la France :
 — *à l'école de L'enseignement*, par le professeur **DELOUMES DE LOUMES**, don de l'auteur, p. 34.
 — *Bains gallo-romains de Montréal du Gers*, par M. l'abbé Cazauran, don de M. le docteur **CANDELON**, p. 75.
 — *Brochure sur un médaillon ayant renfermé, d'après la tradition, l'hostie consacrée par le pape Sixte-Quint, avec laquelle la reine Marie Stuart communia le jour de sa mort*, par M. le baron **ALFRED DE LOB**, don de l'auteur, p. 89.
 — *Catalogue de l'exposition d'antiquités et d'objets d'art de Toulouse en 1849*, don de M. J. **DE MALAPOSSÉ**, p. 13.
 — *Catalogue méthodique de la bibliothèque universitaire de Toulouse*, don de la commission de la bibliothèque, p. 77.
 — *Cour* (La) *d'Espagne à Saint-Sébastien*, par M. **DELOUMES**, don de l'auteur, p. 61.
 — *Croix* (La) *de Saint-Marc-la-Lande* (Deux-Sèvres), par monseigneur **BARRIERE DE MONTANT**, don de l'auteur, p. 85.
 — *Dolmen* (Le) *de Solvaster, près Spa*, par le baron **ALFRED DE LOB**, don de l'auteur, p. 42.
 — *Etude sur le Kef*, par M. **DELOUMES**, don de l'auteur, p. 56.
 — *Histoire de Carcassonne*, par M. **LOUIS FÉLIX**, don de l'auteur, p. 31.
 — *Histoire de Camminges*, par Armand **MURRAY**, avec notes et additions par M. **JEROME SARRASIN**, don de M. J. **SARRASIN**, p. 57.

- Histoire populaire de Lyon*, par Auguste Breton, don de M. **CARTAILHAC**, p. 53.
- Inscriptions (Quelques) campanaires du midi de la France*, par M. le baron **DE RIVIÈRES**, don de l'auteur, p. 14.
- Inscriptions de Pouillon*, par M. **TAILLEBOIS**, don de l'auteur, p. 31.
- Inscription (L') de Varenilla au musée des antiquaires de l'Ouest*, par M. **ESPÉRANDIEU**, don de l'auteur, p. 29.
- Livre (Le) juratoire de Beaumont-de-Lomagne. Cartulaire d'une bastide de Gascogne*, transcrit et annoté par M. de Rancogne, archiviste du département de la Charente, et publié sous la direction de M. Moulenq, secrétaire général de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Don de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, p. 77.
- Marques (Quelques) de potiers trouvées dans les départements des Landes et du Gers*, par M. **TAILLEBOIS**, don de l'auteur, p. 31.
- Matériaux pour servir à l'Archéologie de la Russie. — Antiquités sibériennes*, par M. V. Rudlov, don de l'auteur, p. 58.
- Mélanges d'art et d'archéologie*, par M. Léon Palustre, don de l'auteur, p. 51.
- Méreau (Le) dans les églises réformées de France*, par M. **DELOUME**, don de l'auteur, p. 10.
- Monuments (Les) mégalithiques de Belgique*, par le baron **ALFRED DE LOE**, don de l'auteur, p. 14.
- Moulage du camaïeu de Saint-Seruin*, don de M. le docteur Kermer, directeur du musée impérial de Vienne, p. 31.
- Cadre pour ce moulage*, don de M. **DELOUME**, p. 44.
- Note sur une marque de verrier découverte à Auch*, par M. **ESPÉRANDIEU**, don de l'auteur, p. 71.
- Objets en silex recueillis sur l'emplacement d'un camp indien*, don de M. **HOFFMAN**, p. 61.
- *Œuvres complètes de monseigneur BARBIER DE MONTAULT* (1^{er} volume), don de l'auteur, p. 80.
- Photographies du château d'Assier (Lot), p. 23.
- — d'un coffret du douzième siècle, découvert à l'abbaye de Conques, p. 52.
- — d'un reliquaire de l'église de Monestiés (Lozère), p. 52. (Ces trois photographies données par M. **TALANCIER**.)
- — d'un fragment de mosaïque, trouvée au Glésia (Gers), où se trouve la figure du dieu Océan.
- — d'une deuxième mosaïque à dessin géométrique.
- — d'une statuette de bronze, trouvée au même lieu. (Ces trois photographies données par le Dr **CANDELON**.)
- — d'un fragment du cadastre de 1570, contenant la signature de Paule de Viguier, baronne de la Roche-Fontenilles, don de M. **J. DE MALAFOSSE**, p. 66.
- *Recherches sur la numismatique de la Novempopulanie*, par M. **TAILLEBOIS**, don de l'auteur, p. 66.
- *Sigillographie (La) du bas Limouzin*, par M. de **BOSSARDON**, don de l'auteur, p. 62.
- Dons d'objets en silex fait au musée d'histoire naturelle par la Société archéologique du midi de la France, p. 61, 66.

- DOUAI** (abbé), p. 10, 12, 13, 15, 19, 28, 29, 31, 41, 48, 49, 51, 53, 61, 63, 75, 79, 82, 98.
Doublet (Alard), avocat au Parlement, p. 13.
Du Cange, p. 21.
DUMAS DE BAULY, p. 53, 54.
Duquesnoy, p. 45.
Durand (dom), bénédictin, p. 46.
Durand (Jacques), p. 83.
— (Guillaume), seigneur de Montgeard (Haute-Gar.), p. 85.
Dubor (Marcel), p. 90.
Dufor, curé de Clarac, p. 79, 85.
Dupont, p. 73.

E

- Egas** (de) (Annekine), p. 45, 47.
— (Henri), p. 47.
Eglises :
— **Albi** (Tarn), cathédrale, p. 49.
— **Amiens** (Somme), cathédrale, p. 45.
— **Arles** (Pyrénées-Orientales), p. 60.
— **Andressein** (Ariège), p. 88.
— **Beaumont** (Tarn-et-Garonne), p. 91.
— **Chartreux de Toulouse**, p. 62.
— **Daurade** (Toulouse), p. 28, 53.
— **Dalbade** (Toulouse), p. 53.
— **Fontfroide** (Aude), p. 13.
— **Jacobins** (Toulouse), p. 48, 53.
— **Lagardelle** (Haute-Garonne), p. 26.
— **Luzenac** (Ariège), p. 88.
— **Merville** (Haute-Gar.), p. 82.
— **Monestiès** (Lozère), p. 52.
— **Montgeard** (Haute-Garonne), p. 58, 82 et suiv.
— **Muret** (Haute-Garonne), p. 48.
— **Notre-Dame** (Maestricht, Hollande), p. 46.
— **Notre-Dame de Paris**, p. 14, 15.
— **Notre-Dame de la Sède** (St-Lizier, Ariège), p. 86, 87.
— **Ourjout** (Ariège), p. 89.
— **Palma** (îles Baléares), cathédrale, p. 17.
— **Pins-Justaret** (Haute-Gar.), p. 23.
— **Portet** (Haute-Garonne), p. 63.
— **Quarante** (Hérault), p. 13.
— **Saint-Barthélemy** (Liège, Belgique), p. 46.
— **Saint-Félix-de-Caraman** (Hte-Garonne), p. 23.
— **Saint-Jean-de-Latran** (Rome), p. 80.
— **Saint-Just** (Narbonne, Aude), p. 13, 35.
— **Saint-Lizier** (Ariège), p. 86.
— **Saint-Louis-des-Français** (Rome), p. 80.
— **St-Nicolas** (Toulouse), p. 45.
— **Saint-Pierre** (Louvain, Belgique), p. 46.
— **Saint-Pierre-de-Bèdes** (Hérault), p. 99.
— **St-Sauveur-de-Hatudower**, p. 47.
— **Saint-Sépulcre** (Cambrai, Nord), p. 46.
— **Ste-Marie-Majeure** (Rome), p. 80.
— **Tolède** (Espagne), cathédrale, p. 45.
— **Tramesaygues, près Cintegabelle** (Hte-Garonne), p. 24.
Eglises disparues :
— **Bagnols** (Saint-Caprais, près Grenade, Haute-Garonne), p. 30.
— **Saint-Martin** (Toulouse), p. 19.
— **Saint-Pierre, Saint-Martin** (Toulouse), p. 15, 19.
Elections, p. 15, 19, 60, 61, 81, 90, 98.
Elections, anciennes circonscriptions territoriales, p. 51.

Etemberis (Auch), p. 65.
Elne (Pyrénées-Orientales), p. 60.
Elusates, leurs monnaies, p. 74.
Epigraphie, p. 50, 65, 76.
Epilome du théâtre du monde d'Abraham Ortelius, p. 18.
ESPÉRANDIEU, p. 29, 59, 62, 71.
Esquirol (Louis), p. 41.
Estaque, p. 26.
Estouteville (d'), cardinal, p. 80.

Etudiants méridionaux à l'université de Bologne, p. 12.
Evêque des innocents ou des fous (petit évêque), p. 20 et suiv.
Evreux (Eure), p. 22.
Excursion archéologique à Saint-Lizier (Ariège), p. 85 et suiv.
Exposition de Barcelone, p. 11.
— internationale de 1889, p. 33, 42, 45.

F

Falga (rue du), Toulouse, p. 19.
Fajolles (Tarn-et-Garonne), p. 93.
Farcy (de), p. 10.
FÉDÉ (LOUIS), p. 30.
Fessard, p. 72.
Feuillade (Joseph), recteur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
FLOVEST, p. 9.
Fortini (Jean), bénéficiaire de l'église de Narbonne, p. 21.
Foix (Ariège), restauration du château, p. 44.
Folquet de Marseille, p. 76.
Fonfrède (Pic de), p. 50.
Fontfroide (Aude), p. 11, 99.
Ponts baptismaux, p. 24, 46.
Forcadel (Etienne), p. 98.

FORESTIÉ (ÉDOUARD), p. 32.
Forestié (Emerand), p. 10.
Fouilles, p. 10, 29, 75.
Foulques, abbé de Lobbes, p. 46.
Foulquier, p. 73.
Fourquevaux (Haute-Garonne), p. 79.
Foussereau, p. 73.
Forto (de), Jean, évêque de Tarbes, p. 98.
Frères mineurs, p. 54.
Frankendael, p. 72.
Fréjus (Var), p. 22.
Fresques de la chapelle Saint-Antonin (Jacobins de Toulouse), p. 66, 67, 79.
Frontignes, ancien archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
Furne, éditeur, p. 72.

G

Gand (Belgique), p. 47.
Garaud (de) (Antoinette), p. 27.
Garnesium (pays de Garnier), ancienne circonscription féodale et ecclésiastique, p. 91.
Garrau de Bolsan (comte), p. 96.
Gaston-Phoebus, p. 44.
Gaule. Division sous Auguste, p. 51.
Génos, archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
Gerlier, p. 73.
GÈRE, p. 90.
Ghildes, p. 47.
Gilabert, p. 46.

Gimadais (baronie), p. 93.
Gimois, ses vicomtes, p. 91.
— circonscription ecclésiastique, p. 91.
Gimont (Gers), p. 92.
Glandevès (de) (Louis), recteur de l'université de Bologne, p. 12.
Glésia (le), près Montréal du Gers, p. 66, 75.
Golnitz (Abraham), p. 53.
Gondovald, p. 42.
Gontrand, roi de Bourgondie, p. 42.
Grandselve (Tarn-et-Garonne), abbaye, p. 30, 90.

Grandville, p. 73.
Grange (de la), p. 38.
Grasse (évêque de), p. 79.
GRELLIET-BALGUERIE, p. 31.

Grotte du Mas-d'Azil (Ariège), p. 40.
Guiny, recteur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26, 27.

H

Hamel (Ernest), p. 35.
Hanriot, p. 73.
Havard, p. 36.
Hédouin, p. 73.
Hérode-Antipas, p. 43.
Hersent, p. 72.
Hennequin (de Bruxelles), p. 47.
— (de Liège), p. 47.
Hildesheim (Hanovre), p. 46.
Hillemacher, p. 73.

Histoire de Carcassonne, p. 30.
— du Comminges, p. 57.
— de la guerre des Juifs, p. 43.
— de Languedoc, p. 12.
— populaire de Lyon, p. 53.
Hirchsfeld, p. 50, 96.
HOFFMAN, p. 33, 61.
Hôpital de la Grave (Toulouse), p. 53.
Hoym (de) de Marien, p. 78, 81.
Hugo d'Oignies, p. 47.

I

Iconographie moliéresque, p. 71.
Iconographie romaine (Visconti et Mongez), p. 32.
Inguimbert (d'), évêque de Carpentras, p. 12.
Immunitate (de) authorum syriacorum a censurâ, p. 53.
Innocent X, p. 27.
Inscriptions antiques de Toulouse, p. 50.
— antique à Saint-Girons (Ariège), p. 41.
— antiques trouvées à Auch, p. 64, 65.
— chrétienne antique à Portet (Haute-Garonne), p. 40, 63.
— murale à l'église de Cintegabelle (Haute-Garonne), p. 24.
— murale à l'église de Montgeard (Haute-Gar.), p. 83.

— provenant de l'ancien château de Montgeard, p. 85.
— des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, à Toulouse, p. 53.
— sur cloche, p. 28.
— sur sonnette, p. 15.
Inscription mithriaque du musée de Pesaro, p. 57.
Inscriptions de la Gaule narbonnaise, p. 50, 96.
Inspruck (Tyrol), tombeau de Maximilien, p. 45.
Instruments (anciens) de musique, p. 66, 79.
Inventaires ecclésiastiques de la ville de Rome, p. 80.
Inventaires (anciens) du mobilier de l'église de Lagardelle, p. 26, 27.
Issus (Haute-Garonne), p. 85.
Isle (L') en Dodon (Hte-Gar.), p. 77.

J

Jacobins de Toulouse, leur couvent, p. 15, 48, 49, 53, 66.

Janet-Lange, p. 73.
Jean d'Aula, p. 87.

- Jean de Bueil**, p. 59.
Jean le Brabançon, p. 46.
Jean de Joies, p. 47.
Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, son tombeau, p. 45.
Jeanne d'Arc, p. 59.
Jolalhi (Pierre), lieutenant du sénéchal Beaumarchais, p. 92.
Josèphe, p. 43.
Jouaust, éditeur, p. 71.
Joubre, recteur de Lagardelle (Hte-Garonne), p. 26.
Jourdain, évêque, p. 86.
Jourdain de l'Isle, p. 91.
Journal des savants, p. 96.
Jouvet, éditeur, p. 72.
Joyeuse (famille de), p. 99.
Joyeuse (cardinal de), p. 34.
Jullian, p. 50, 96.
Juges de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.
 — de Verdun, p. 92.
Jugerie de Verdun, p. 92.

K

- Kermer (D^r)**, directeur du musée impérial de Vienne, p. 31, 32.

L

- LANOUEDES (DE)**, p. 19, 24, 25, 29, 30, 31, 33, 40, 41, 44, 48, 50, 51, 53, 57, 58, 60, 62, 66, 68, 78, 82, 83 et suiv., 85 et suiv., 89.
Laluque (Landes), p. 74.
Lambert de Patras, p. 46.
Landry (Guillaume), p. 21.
LAPIERRE, p. 9, 10, 11, 15, 17, 29, 41, 49, 66, 71 et suiv., 76, 78, 79, 80, 81, 89, 96, 97, 99.
Lagardelle (Haute-Garonne), p. 25 et suiv.
Lalauze, p. 73.
Larboust, ancien archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
La Rue (dom de), bénédictin, p. 12.
Lartigue, p. 79.
Lasteyrie (de), p. 68.
Lauraët (Gers), p. 75.
LEBÈGUE, p. 9, 11, 13, 14, 19, 57.
Lefèvre, éditeur, p. 73.
Legoux de la Berchère, archevêque d'Albi, p. 21.
Legrand, p. 72.
Legs de M. DE CLAUSSADE, p. 48, 49, 51, 85.
Leloir, p. 72.
Leman, p. 72.
Lemère, éditeur, p. 72, 73.
Leudégisile, p. 42.
Lez, vallée de l'Ariège, p. 88.
Liège (Belgique), p. 46.
Linguistique, p. 96.
Lit Louis XIV, p. 82.
Livet (L.), p. 71.
Livre (le) juratoire de Beaumont-de-Lomagne, p. 77, 90 et suiv.
Livres liturgiques du XII^e siècle, p. 13.
 — du XV^e siècle, p. 26.
LOB (BARON ALFRED DE), p. 14, 42, 61, 89.
Loi relative à la conservation des monuments et objets d'art, p. 30, 42.
Rapport de M. DELORME sur l'exécution de cette loi, p. 67 et suiv.
Texte de la loi, p. 100 et suiv.
 — des décrets qui en régissent l'exécution, p. 103 et suiv.
Lomagne (de) (Gaston), baron de Gimadais, p. 93.
Lombez (Gers), évêque de, p. 19.
Long (de), seigneur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.
Loulle (de), p. 38.

Louis XI, p. 85.
 Louis XIII, p. 37.
 Louis XVI, p. 49.
 Louvain (Belgique), p. 46.
 Lozas (de) (Jean), p. 26.

Lugdunum Convenarum, p. 42, 43.
 Luzenac (Ariège), p. 88.
 Lyon (Rhône), p. 43.
 Lyon (de) (Pierre), évêque de Toulouse, p. 27.

M

Maestricht (Hollande), p. 46.
 Magnulfe, évêque de Toulouse, p. 27.
MAGRE (abbé), p. 61, 67, 77.
 Mahon (îles Baléares), p. 17.
 Mahul, p. 31.
 Maisons anciennes de Toulouse, p. 58, 59.
 Maison d'arrêt de la Visitation à Toulouse, p. 70.
MALAFOSSE (DE) (JOSEPH), p. 13, 19, 25 et suiv., 28, 45 et suiv., 48, 49, 51, 52, 58, 59, 60, 66, 78, 79.
MALAFOSSE (DE) (LOUIS), p. 19, 23, 41, 59, 82, 85, 89.
 Malagola (Carlo), p. 11.
 Mallarmé, p. 71.
 Manavit, p. 49.
 Mandinelli (Adémar), p. 53.
 Manuscrits du château de Merville, p. 82.
 — des coutumes de Montoussin (Hte-Garonne), p. 28.
 — de Bernard Gui et des chroniques des papes d'Avignon, p. 98.
 — de la famille d'Este, p. 76.
 des mystères provençaux, p. 28.
 Marc (de), p. 72, 73.
 Marguerite d'Autriche, son tombeau, p. 45.
 — de Bourbon, son tombeau, p. 45.
 Marques de potier, p. 30.
 — de verrier, p. 62.
 Mariages, usages du quatorzième siècle, p. 32.
 Marie Stuart, p. 89.
 Marrast (Armand), p. 57.
 Marsac, juge de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.

Marsy (de), p. 22, 23.
 Martène (dom), bénédictin, p. 46.
 Martin (saint), son office, p. 13.
 Martini, p. 72.
 Martres (Haute-Garonne), p. 13.
 Mas-d'Azil (Ariège), p. 40.
 Massat (Ariège), p. 44.
 Mascaron (Hugues), évêque de Toulouse, p. 91.
MASSIF, p. 10, 11, 15, 17, 33 et suiv., 37 et suiv., 63, 81, 90, 99.
 Massoc (de), vicaire à Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie. Antiquités sibériennes, par V. Rudlov, p. 58.
 May (du), conseiller au parlement de Toulouse, p. 27.
 May (rue du), Toulouse, p. 27.
 Mayrevielle, p. 30.
 Maximilien, son tombeau, p. 45.
MAZZOLI, p. 11, 59.
 Médailles de l'amiral Vernon, p. 17, 18.
 Médicis (de) (Julien), archevêque de Narbonne, p. 20.
 Mège (du), p. 13.
 Mély (de), p. 31.
 Mémoires de l'Académie de Montpellier, p. 96.
 — de l'Académie de Vaucluse, p. 66.
 — de la Société archéologique du midi de la France, p. 49.
 Ménerville (de) (Jean), p. 47.
 Mendoza (de), cardinal, son tombeau, p. 47.
 Menhir, p. 43.
 Méricée, p. 45.
 Merville (Haute-Garonne), p. 82.
 Meyt (Conrad), p. 45.

- Miniatures, p. 71.
 — du cartulaire de Beaumont-de-Lomagne, p. 90.
 Mirandes des anciennes maisons de Toulouse, p. 58.
 Miremond (Frère Ambroise), de l'ordre des Frères mineurs, p. 54.
 Mireux, p. 22.
 Mithra, p. 57.
 Mitre (XII^e siècle), p. 87.
 Molière, *Etude sur l'illustration de ses comédies*, p. 71 et suiv.
 Moliériste (le), p. 71.
 Monédé, p. 64.
 Monnaies des évêques des innocents, p. 22.
 — de la Novempopulanie, p. 74.
 Monographies de Clarac (Haute-Gar.), p. 78.
 — d'Huos (Hte-Garonne), p. 78.
 Monsieur, frère de Louis XIII, p. 37.
 Mont (du) (Guilhem-Pierre), seigneur de Montoussin, p. 76.
 Montauban (Tarn-et-Garonne), p. 92.
 Montfaucon (de) Auger, évêque de Couserans, p. 87.
 Montégut (de), p. 29.
 Montfort (de) (Simon), p. 58.
 Montjoie (Ariège), p. 51.
 Montgaillard (porte), Toulouse, p. 57.
 Montgeard (Hte-Garonne), son église, p. 58, 83 et suiv.
 Montoussin (Haute-Garonne), p. 28, 76.
 Monval, archiviste de la Comédie française, p. 74.
 Moreau le Jeune, p. 72.
 Moreux (les), près Rabastens (Tarn), p. 10.
 Morin, p. 73.
 Morlhon (de) (Jean), prieur de la Daurade, p. 27.
 Mosaïques du Glésia (Gers), p. 66, 75.
 Moulage du camaïeu de Saint-Sernin, p. 31, 44.
 — d'un sceau épiscopal d'un évêque de Grasse, p. 79.
MOULINQ, p. 77, 90, 91, 92.
 Mummol, p. 42.
 Muraille romaine, enceinte de l'ancienne cité de Couserans, p. 87.
 Muret (Haute-Garonne), p. 48.
 Musée archéologique de Béziers, p. 99.
 — du Gers, p. 75.
 — impérial de Vienne (Autriche), p. 31.
 Mystères provençaux, p. 13.
 — (confrérie des) à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), p. 14.

N

- Nanteuil (Célestin), p. 73.
 Narbonne (Aude), archevêques, p. 12, 13, 20, 33 et suiv.
 — *Conventus*, p. 51.
 — Musée, p. 11, 37.
 — Pharmacie (ancienne) du palais archiépiscopal, p. 33 et suiv.
 — Richesses archéologiques, p. 11.
 — Statuts du chapitre, p. 21, 23.
 — Trésor de l'église Saint-Just, p. 13.
 Nazareth, chapelle de Toulouse, p. 57.
 Nérac (Lot-et-Garonne), p. 13.
NIVEDUAS, p. 14, 15.
 Nivelles (Belgique), p. 46, 47.
 Noë (de), seigneurs de Montoussin, p. 76.
NOGUER, p. 97, 98, 99.
 Not (Simon), consul de Tournon (Ardèche), p. 38.
 Novempopulanie, p. 51.
 Noyon (Oise), p. 21.
 Numismatique de la Novempopulanie, p. 66, 73 et suiv., 89.

O

- Obituaire du couvent des carmes de Toulouse, p. 89.
 Océan (dieu), p. 75.
 Optique (instrument), p. 14.
 Oratoriens du collège de Tournon (Ardèche), p. 63.
 Orléans (Loiret), p. 85.
 Ortélius (Abraham), p. 18.
 Ossat (d'), cardinal, son portrait, p. 78.
 Ourjout (Ariège), p. 89.

P

- Palma (îles Baléares), p. 17.
PALUSTRE (LÉON), p. 51.
 Pamiers (Ariège), p. 44.
 — diocèse, p. 51.
 Panassié, p. 58.
 Pantellaries (îles), p. 16.
 Parlement de Toulouse, arrêt portant condamnation d'un livre, p. 53.
 — anciens bâtiments du palais, p. 82, 96.
 Pascal, chanoine de Narbonne, p. 20.
 Paréages : de Beaumont (Tarn-et-Garonne), p. 91, 92, 93.
 — de Grenade (Haute-Garonne), p. 93.
 Parenta (de), consul de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
PARFOURU, p. 64, 66, 75.
PASQUIER, p. 44, 64.
 Paul III, p. 80.
 Paul IV, p. 80.
 Paule de Viguiet, baronne de la Roche-Fontenilles, sa signature, p. 66.
 Pélegruy (Médas), seigneur de Montoussin (Haute-Garonne), p. 76.
 Pénalités édictées par les chartes de coutumes, p. 76, 94.
 Percin (P.), dominicain, p. 49.
 Perpignan (Pyrénées-Orientales), p. 15.
 Perret (Antoine), consul de Tournon (Ardèche), p. 38.
 Peuple gaulois (territoire d'un), p. 51.
 Peutinger (table de), p. 65.
 Peyrolières (rue), Toulouse, p. 19.
 Peyronet, pharmacien à Rabastens (Tarn), p. 10.
 Pharmacie (ancienne) du palais archiepiscopal de Narbonne, p. 33 et suiv.
 Philibert le Beau, son tombeau, p. 45.
 Philippe de Bourgogne (Vignarni), p. 47.
 Philippe le Bel, p. 79.
 Philippe le Hardi, p. 92.
 Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, son tombeau, p. 45.
 Photographies : du château d'Assier (Lot), p. 13.
 — d'un coffre du XI^e siècle trouvé à Conques (Aveyron), p. 52.
 — de l'église de Montgeard (Haute-Garonne), p. 85.
 — des mosaïques du Glésia (Gers), p. 75.
 — d'un reliquaire de l'église de Monestier (Lozère), p. 52.
 — de la signature de Paule de Viguiet, baronne de la Roche-Fontenille, p. 66.
 — d'une statuette de bronze, trouvée au Glésia (Gers), p. 75.
 Pierre à cupules, p. 78.
 Pile romaine, p. 87.
 Pins (baron de), p. 11.
 Pins (de), chambellan de Louis XII, son portrait, p. 23.
 Pins-Justaret (Haute-Garonne), p. 23.

- Piscine de l'église de Cintegabelle (Haute-Garonne), p. 24.
 Plantaurel, collines de l'Ariège, p. 50.
 Pomponius Méla, p. 65.
 Pons du Puy, consul de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 26.
POTTIER (Abbé), p. 77.
 Porche de l'église Saint-Nicolas (Toulouse), p. 45.
 Porte du Capitole, p. 53.
 — des lions à la cathédrale de Tolède (Espagne), p. 45, 47.
 — Mantille, à la cathédrale de Tournay (Belgique), p. 46.
 Portet (Haute-Garonne), p. 41, 63.
 Porto-Bello (Nouvelle-Grenade), p. 18.
 Portugal, association royale des architectes et archéologues de Portugal, p. 29.
 Poteries anciennes, p. 48, 77.
 Poudre à canon, p. 32.
 Présentation de Jésus au temple, p. 24.
 Prix décernés par la Société archéologique du midi de la France :
 Prix fondé par le docteur **OURGAUD**, p. 52, 61.
 Prix fondé par **M. DE CLAUDE**, p. 48, 52, 61.
 Prisons ecclésiastiques de Narbonne, p. 35.
 Privés, p. 36.
 Puits de Moïse, p. 45.
 Puivert (Aude), château, p. 66.
 Punt, p. 72.

Q

- Quarante (Hérault), p. 13.
QUATREFAGES (de), p. 89, 97.

R

- Rabastens (Tarn), p. 10.
 Rabaudy (de), p. 76.
 Rancogne (de), p. 77, 90.
 Raphanel (Jean), chanoine de Narbonne, p. 20.
 Raymond Athon, archiprêtre de Garnier, p. 91.
Recherches religieuses, civiles et légendaires sur Lagardelle (diocèse de Toulouse), par un curé dudit lieu, p. 25.
 Recteurs de la paroisse de Lagardelle, p. 26.
 Redon (de), seigneur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 28.
 Règlement de la Société archéologique du midi de la France; modification de l'article relatif aux concours, p. 61.
 Reliquaire, p. 52.
 Rémacle (saint), p. 46.
 Renaud de Villeneuve (François), évêque de Montpellier, p. 96.
 Renonville, architecte, p. 75.
 Repas funèbres, p. 15.
 — offert par la ville de Tournon au duc de Ventadour, p. 39.
RESSÉGUIER (COMTE FERNAND DE), p. 89.
 Retables, p. 24, 46, 47, 84.
Revue de Comminges, p. 76.
 — du département du Tarn, p. 76.
 — épigraphique, p. 64.
 — de Gascogne, p. 59, 62, 71, 75.
 — des Pyrénées, p. 42.
 — de la Société de Borda, p. 89.
REY-LESCURE, p. 96.
 Rey-Pailhade (de), p. 81.
 Reynes (Piefre), chanoine de Narbonne, p. 20.
 Rigollot d'Amiens, p. 22.
RIVIÈRES (BARON DE), p. 14, 19, 20 et suiv., 33, 42, 45, 49, 53, 77, 80, 81, 89, 96.
ROCHER, p. 48, 81, 82, 96.
 Rodez (Aveyron), p. 45.
 Rohault de Fleury, p. 49.

BOUILLART, p. 67, 79, 87, 98.
Romania, p. 76.
 Romans (Drôme), p. 38.
ROMESTIN, p. 10, 48, 66, 90.
 Rosaire (confrérie du), p. 27.
ROSCHACH, p. 24, 29.
 Rossillon (Drôme), p. 39.

Rotuli de l'université de Bologne, p. 12.
 Rouen (Seine-Inférieure), p. 22, 45.
 Rubens, p. 45.
 Rudlov, p. 58.
 Rupe (de) (Guillaume), p. 26.
 Rupin, p. 62.

S

SAGAZZ (JULIEN), p. 40, 41, 42, 43, 50, 51, 59, 60, 61, 62, 65, 76.
 San Lorenzo (Nouvelle-Grenade), châteaueau, p. 18.
 Sanche de Sanit, étudiant à l'université de Bologne, p. 12.
 Saint-André (de) Marnays de Verceil (Joseph), évêque de Couserans, p. 87.
 Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), p. 14.
 Saint-Béat (Haute-Garonne), archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Saint-Bertrand-de-Comminges (Hte-Garonne), p. 50.
 Saint-Blancard (château de) (Gers), p. 66.
 Saint-Etienne (de) (Guillaume), grand archidiacre de Narbonne, p. 20.
 Saint-Félix-de-Caraman (Haute-Garonne), p. 23.
 Saint-Frajou (Haute-Garonne), archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
 Saint-Girons (Ariège), p. 41, 50, 88.
 Saint-Jean-de-Gimois, près Beaumont (Tarn-et-Garonne), p. 91.
 Saint-Jean-de-Latran (Rome), p. 80.
 Saint-Just, église de Narbonne, p. 13, 20, 35.
 Saint-Lizier (Ariège), p. 50, 85 et suiv.
 Saint-Louis-des-Français (Rome), p. 80.
SAINT-MARTIN (DE), p. 19, 77, 90 et suiv.
 Saint-Martin, ancienne église de Toulouse, p. 19.
 Saint-Martin-du-Touch (Haute-Gar.), p. 48.
 Saint-Nicolas, église de Toulouse, p. 45, 53.
 Saint-Pierre-Saint-Martin, ancienne église de Toulouse, p. 15, 19.

Saint-Pierre-Saint-Martin, ancien capitoulat, p. 19.
 Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), p. 79.
 Saint-Trond (Belgique), abbaye, p. 46.
 Saint-Vallier (Drôme), p. 39.
 Sainte-Marie-Majeure (Rome), p. 80.
 Sainte-Croix (Ariège), p. 50.
 Sainte famille, tableau, p. 24.
 Salat, rivière, p. 50.
 Sarcophages, p. 48, 78, 85, 87.
 Saturnin (saint), son office, p. 13.
 Saume de l'Isle (archives de Tarn-et-Garonne), p. 90, 91.
 Saurel, p. 96.
 Sauvé, p. 72.
 Savarthès, ancien archiprêtre, p. 64.
 Sceau épiscopal, p. 79.
 — pendant en plomb, de Philippe le Bel, p. 79.
 Sculpture flamande, p. 45 et suiv.
 Ségla, près Muret (Hte-Garonne), p. 29.
 Seigneurs de Bioule (Tarn-et-Garonne), p. 32.
 — Beaumont (Tarn-et-Gar.), p. 90, 91.
 — Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27, 28.
 — Montoussin (Haute-Garonne), p. 76.
 — Montgeard (Hte-Garonne), p. 85.
 Sénéchaux de Toulouse, p. 66, 92.
 — Carcassonne, p. 66.
 Sénèque, p. 35.
 Sentein (Ariège), p. 89.
 Serrières (ancien archiprêtre du diocèse de Comminges), p. 59, 63, 64.
 Séville (Espagne), p. 45.
SEVIN (DE), p. 14, 49, 50, 51, 90.

- Sevin (mademoiselle), peintre de Tournon (Ardèche), p. 38.
 Seysses, ancienne élection, p. 51.
 Sicard de Burgairol, évêque de Comminges, p. 87.
 Sidoine Apollinaire, p. 35, 43.
 Sigillographie du bas Limousin, p. 62.
 Sixte-Quint, p. 89.
 Sluter Cloes, p. 45, 47.
 Société de l'histoire de France, p. 59, 60.
 Solary (Lucien), p. 47.
 Sonnette ancienne, p. 15.
 Sorréze (Tarn), abbaye, p. 49.
 Sotiates, p. 25.
 — leurs monnaies, p. 71.
 Soucaille, p. 98.
 Souef (Jean), cardinal, p. 80.
 Staal, p. 73.
 Stalles de diverses églises, p. 45.
 Statues, p. 13, 19, 57, 75.
 Stavelot (Belgique), abbaye, p. 46.
 Stross (Guillem), notaire de Toulouse, p. 76.
 Substructions d'une église romane, p. 66.
 Sujets proposés pour le concours de 1891, p. 52.

T

- Tableau comprenant la liste des professeurs de droit de l'Université de Toulouse depuis sa fondation, p. 77.
 Tableaux, p. 23, 24, 27, 48, 78.
 Talancier, ingénieur, p. 13, 52.
 TAILLEBOIS, p. 31, 66, 73 et suiv., 89.
 Tapisserie des Flandres, p. 82.
 — des Gobelins, p. 49.
 Tarusiates, leurs monnaies, p. 74.
 Tarn-et-Garonne (Société archéologique de), p. 79.
 Tauroboles, p. 57.
 Taybosc (Gers), p. 75.
 Testaments d'Arnaud d'Avignonnet (1403), p. 15.
 — de Bernard Bruno (1275), p. 15.
 — de Marie Sénac, épouse de Jean de Pujol (1528), p. 77.
 THOMAS (ANT.), p. 10, 11, 12, 13, 76.
 Thérèse (sainte), tableau, p. 24.
 Tibiran (Hautes-Pyrénées), château, p. 85.
 Tibère (Le triomphe de), camée, p. 31.
 Tolède (Espagne), p. 45.
 Tombeaux, p. 45, 46, 47.
 — gallo-romains, p. 30, 48.
 Tongres (Belgique), p. 47.
 Tony-Johannot, p. 72.
 TOULOUSE-LAUTREC (C^{te} DE), p. 25.
 Toulouse :
 — Cadastre de 1570, p. 19.
 — Capitoulats, p. 19.
 — Chapelle Nazareth, p. 57.
 — — Saint - Antonin (au couvent des Jacobins), p. 66.
 — Diocèse, p. 50.
 — Eglise de la Daurade, p. 28, 53.
 — — de la Dalbade, p. 53.
 — — Saint-Martin, p. 19.
 — — Saint-Pierre-Saint-Martin, p. 19.
 — — des Chartreux, p. 62.
 — Evêques et archevêques, p. 27, 43, 61, 91, 92.
 — Inscriptions antiques, p. 50.
 — — du XVI^e. XVII^e et XVIII^e siècle, p. 53.
 — Legs aux établissements religieux et charitables, p. 15.
 — Maisons anciennes, p. 58, 59.
 — Maison d'arrêt de la Visitation, p. 70.
 — Obituaire du couvent des carmes, p. 89.
 — Parlement, arrêt, p. 53.
 — — ancien palais, p. 82, 96.

- Porche de l'église Saint-Nicolas, p. 45.
- Porte du Capitole, p. 53.
- Ruos, p. 19.
- Université, p. 52, 77, 96.
- Tour de Najac (Toulouse), p. 19.
- Tournay (Belgique), p. 46, 47.
- Tournon (Ardèche), réception du duc de Ventadour, p. 37 et suiv.
- Tournon (Ardèche), collège, p. 63.
- Tourrette (marquis de la), p. 38.
- Tramesaygues, près Cintégabelle (Haute-Garonne), p. 24.
- Trois Rois (rue des), Toulouse, p. 19.
- Troubat, archiprêtre du diocèse de Comminges, p. 64.
- TRUTAT**, p. 14, 32.

U

- Union à la couronne (clause des pa-réages), p. 93.
- Unigenitus* (bulle), p. 12.
- Université de Toulouse, p. 52, 77, 96.
- Urbain V, p. 52.
- Ursulines de Toulouse, p. 19.

V

- Vaissète (dom), détails biographiques, p. 12, 13.
- Valence (Drôme), p. 38.
- Varénilla, p. 29.
- Vases antiques, p. 10, 14.
- Vandreuille (Haute-Garonne), p. 19.
- Vandreuille (de), Rigaud, p. 19.
- Veluten (de) (Guillaume), p. 45.
- Vendôme (de), p. 37.
- Ventadour (duc de), comte de Tournon, p. 37 et suiv.
- (duchesse de), p. 37 et suiv.
- archiprêtre, p. 91.
- Verdun (Tarn-et-Garonne), chef-lieu du pays de Garnier, p. 91.
- Verdun (Tarn-et-Garonne), jugerie, p. 92, 93.
- Verdun (Tarn-et-Gar.), juge de, p. 94.
- Vernet (Horace), p. 72.
- Vernon (sir Edward), p. 18.
- Verrou en fer ciselé (XVI^e siècle), p. 66.
- Verve (de), Nicolas, p. 47.
- Vervins (de) (Louis), archevêque de Narbonne, p. 33.
- Vic (dom de), bénédictin, p. 12.
- Vidal (Pierre), p. 60.
- Vidal (du), p. 38.
- Vienne (Autriche), musée impérial, p. 31.
- Vieille-Toulouse (Haute-Gar.), p. 71.
- Vierge, tableaux, p. 24, 27.
- statues et sculptures diverses, p. 57, 46.
- Vilamot (de) (Guillem), seigneur de Montoussin (Haute-Garonne), p. 76.
- Villa gallo-romaine près Cazères (Haute-Garonne), p. 48.
- Villa gallo-romaine au Glésia (Gers), p. 75.
- Villa gallo-romaine aux Moraux, près Rabastens (Tarn), p. 10.
- Villa gallo-romaine à Saint-Caprais, près Grenade (Haute-Garonne), p. 29.
- Villèle (comtesse de), p. 82, 98.
- Villepigue (de), seigneur de Lagardelle (Haute-Garonne), p. 27.
- Viollet-le-Duc, p. 35, 36, 49.
- Vincent de Paul (saint), p. 59.
- Vincelas, roi de Bohême, son tombeau, p. 46.
- VIRRENT**, p. 78.
- Vision de saint Benoît, p. 24.
- Visitation de la Vierge, p. 24.
- Vœux relatifs à l'exécution de la loi du 30 mars 1887, p. 70.
- Volp, rivière, p. 50.
- Vorles (saint), p. 13.
- Voulte (M^{lle} de La), p. 37.
- Viviers (Ardèche), p. 22.
- Vuerta (de la) (Jean), p. 45.

Y

Ypres (Belgique), p. 47.

W

Wargara (Nicolas), p. 47.

Was (Pierre), p. 47

Was (Jean), p. 47.

Wibald, p. 46.

LECTURES ET NOTES

	Pages
L'évêque des Innocents ou petit évêque, par M. le baron DE RIVIÈRES. .	20
Recherches religieuses, civiles et légendaires sur Lagardelle (diocèse de Toulouse) par un curé dudit lieu. Analyse par M. J. DE MALAFOSSE..	25
Note sur le camaïeu de Saint-Sernin, par M. DE LAHONDÈS.. . . .	31
La pharmacie de Monseigneur, par M. MASSIP.	33
Une page de comptabilité communale, par M. MASSIP.	37
Analyse des études de M. Rousseau sur la sculpture flamande, par M. J. DE MALAFOSSE.	45
Rapport sur l'exécution de la loi du 30 mars 1887, par M. Deloume. . . .	67
Note sur l'illustration des comédies de Molière, par M. LAPIERRE. . . .	71
Note sur le premier volume des œuvres complètes de M ^{gr} BARBIER DE MONTAUT, par M le baron DE RIVIÈRES.	80
Rapport sur le projet de classement de l'église de Montgeard comme mo- nument historique, par M. DE LAHONDÈS.. . . .	83
Compte rendu de l'excursion à Saint-Lizier, par M. DE LAHONDÈS.. . .	85
Le livre juratoire de Beaumont-de-Lomagne. Cartulaire d'une bastide de Gascogne. Analyse par M. DE SAINT-MARTIN.	90

